



ONU  HABITAT

Division de la Coopération Technique et Régionale



PROFIL URBAIN NATIONAL DU SÉNÉGAL



Programme Participatif de l'élaboration des profils urbains dans les pays africains, caraïbes et pacifiques (ACP)

Mme Ndèye Fatou D. Guèye et Dr. Oumar Cissé avec l'aide de El Housseynou Ly et Moussa Sy ont préparé le profil national du secteur urbain au Sénégal auprès des acteurs clés du secteur urbain et également de consultations conduites dans différentes villes du Sénégal. Sur la base de ce document, Nicolas Maéchal et Kerstin Sommer ont ensuite préparé ce profil national. Le projet et le présent rapport furent supervisés par Mohamed El Sioufi. Alioune Badiane, Farrouk Tebbal, Clarissa Augustinus, Mohamed Halfani, Lucia Kiwala, Eduardo Moreno, Ole Lyse, Raf Tuts, Joseph Guiebo, Gwendoline Mennetrier, Kerstin Sommer et Nicolas Maréchal.

Mise en page: Nicolas Maréchal et Kerstin Sommer.

DÉNI DE RESPONSABILITÉ: Les termes employés et le matériel utilisé dans cette publication ne reflètent pas nécessairement les points de vue du Secrétariat des Nations unies ou des diverses organisations qui lui sont liées. Les appellations employées et les informations présentées n'impliquent de la part de l'ONU HABITAT et de son conseil d'administration, aucune prise de position quant au statut juridique des pays concernés, la délimitation de ses frontières, ou compromettant les autorités en place, le système économique établi ou encore le degré de développement. Les analyses, conclusions et recommandations de ce rapport ne reflètent pas non plus nécessairement le point de vue du programme des Nations unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT), son conseil d'administration et de ses États membres.

La présente publication peut être reproduite, entièrement ou en partie, sous n'importe quel format ou support, à des fins éducatives mais non lucratives, sans l'autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur, à la condition qu'il soit fait mention de la source. ONU-HABITAT souhaiterait qu'un exemplaire de l'ouvrage où se trouve reproduit l'extrait lui soit communiqué. La présente publication ne peut être ni revendue ni utilisée à d'autres fins commerciales sans l'autorisation préalable du Programme des Nations unies pour les Établissements Humains.

Publié par le Programme des Nations unies pour les Établissements Humains. Copyright © 2008

HS/906/07F

ISBN: 978-92-113-1904-0

Printing: UNON, Publishing Services Section, Nairobi, ISO 14001:2004-certified

Les publications du Programme des Nations unies pour les Établissements Humains sont disponibles au bureau régional et d'information de l'ONU HABITAT ou directement à l'adresse suivante:

P.O.Box 30030, GPO 00100

Nairobi, Kenya

Fax: + (254 20) 762 4266/7

E-mail: unhabitat@unhabitat.org

www.unhabitat.org



**Programme des Nations Unies pour les Établissements Humains
Division de la Coopération Technique et Régionale**

PROFIL URBAIN NATIONAL DU SÉNÉGAL

TABLE DES MATIÈRES

| | | | |
|---|----|--|----|
| AVANT-PROPOS DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE | 2 | PROFIL NATIONAL SÉNÉGAL - ENVIRONNEMENT..... | 26 |
| PROFIL NATIONAL SÉNÉGAL - INTRODUCTION..... | 4 | PROJETS PROPOSÉS | |
| PROFIL NATIONAL SÉNÉGAL - RÉSUMÉ EXÉCUTIF | 5 | GOUVERNANCE..... | 30 |
| PROFIL NATIONAL SÉNÉGAL - CONTEXTE..... | 6 | BIDONVILLES..... | 32 |
| PROFIL NATIONAL SÉNÉGAL - GOUVERNANCE..... | 12 | ÉQUITÉ DES SEXES ET VIH/SIDA..... | 36 |
| PROFIL NATIONAL SÉNÉGAL - DÉVELOPPEMENT | | ENVIRONNEMENT..... | 38 |
| ÉCONOMIQUE LOCAL..... | 14 | | |
| PROFIL NATIONAL SÉNÉGAL - BIDONVILLES..... | 16 | | |
| PROFIL NATIONAL SÉNÉGAL - ÉQUITÉ DES SEXES ET VIH/SIDA... | 18 | | |
| PROFIL NATIONAL SÉNÉGAL - SERVICES URBAINS..... | 20 | | |

AVANT-PROPOS

La croissance annuelle de la population urbaine en Afrique Subsaharienne approche les 5%, soit deux fois supérieure à celle des pays d'Amérique Latine et d'Asie. C'est par ailleurs sur ce continent que l'on enregistre la plus forte proportion de citoyens résidant dans un bidonville.



Aujourd'hui, ils seraient 187 millions de personnes à vivre dans ces conditions soit, pas moins de 72% de la population habitant dans une ville. Tous, rejoignent les métropoles dans l'espoir d'une vie meilleure et, si la tendance se confirme, cette population pourrait doubler tous les quinze ans. Les défis auxquels sont confrontées les villes africaines sont donc immenses: il nous faut fournir pour chacun un habitat décent. Ceci implique que ce lieu de vie ait accès aux services urbains de base. En outre, dans la mesure du possible, il nous faut garantir que la construction de ces zones d'habitation préservera l'environnement en même temps qu'elle contribuerait au développement économique de la région.

ONU-HABITAT est l'agence qui la première, porte la responsabilité d'accomplir les objectifs du Millénaire pour le développement du (OMD), cible 10 (réduire de moitié le nombre des personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable) et cible 11 (améliorer de manière significative, les conditions de vie des habitants des bidonvilles – Au moins, pour 100 millions d'entre eux et ce, d'ici à 2020. L'une des principales stratégies de ONU-HABITAT pour mettre fin à cette crise, est de travailler en partenariat avec la Commission européenne afin de promouvoir en Afrique, dans les Caraïbes et dans les pays du Pacifique, un développement urbain durable. Considérant l'urgence et la multitude des besoins, ONU-HABITAT juge plus que nécessaire la création d'un outil permettant de dresser rapidement le bilan de la situation afin d'établir des priorités sur les actions à entreprendre, sur le court, moyen et long terme. En 2002, toujours dans le cadre de la coopération avec la Commission européenne et afin de fixer les lignes directrices dans la réalisation d'un développement urbain qui soit durable, l'ONU-HABITAT est parvenu et ce, pour la première fois, à réaliser une étude sur le secteur urbain en Somalie. Cette étude consistait à identifier les besoins afin, dans un second temps, de mettre en œuvre trois ambitieux programmes soutenus et financés par un certain nombre de bailleurs de fonds.

En 2004, le Bureau régional de ONU-HABITAT pour l'Afrique et les pays arabes prit l'initiative de développer cette approche afin de l'appliquer à vingt nouveaux pays. Ceci fut alors réalisé en collaboration avec d'autres départements au sein même de l'agence, la Branche en charge du développement urbain, la Section environnement urbain, l'Observatoire urbain global, le Programme pour les établissements humains, le Bureau de gouvernance urbaine, le Bureau

politique en genre, le Bureau d'environnement et la Division formation renforcement des capacités. Cette nouvelle approche, réalisée en coopération avec divers bureaux de ONU-Habitat, est connue sous l'acronyme RUSPS (Rapid Urban Sector Profiling for Sustainability) qui pourrait être traduit par: Analyse du milieu urbain (d'une ville et/ou à l'échelle d'un pays) dans la perspective d'un développement durable (de la ville étudiée).

Il est maintenant important de préciser, que jamais le RUSPS n'aurait vu le jour sans le concours de l'Italie, de la Belgique et des Pays-Bas. La principale vocation du RUSPS consiste à mieux formuler puis à orienter les politiques consistant à réduire la pauvreté urbaine, à l'échelle locale bien sûr, mais aussi régionale et nationale. Ceci implique qu'il faille évaluer les besoins mais aussi prendre connaissance des opportunités et des défis à relever à l'avenir. Pour ce faire, il est essentiel d'élargir le dialogue avec le plus grand nombre d'acteurs possible et ce, en engageant la responsabilité de toutes les parties prenantes. Notre action consiste donc à identifier les meilleures méthodes à appliquer mais surtout, de les mettre à exécution, en gardant à l'esprit notre but: atteindre les objectifs du millénaire pour le développement (OMD).

Le RUSPS aborde principalement cinq grands thèmes: la gouvernance, les conditions de vie dans les bidonvilles, l'équité entre les sexes, le VIH/SIDA et l'environnement. Concrètement, son rôle consiste à travailler à l'élaboration de quatre profils au total, l'un à l'échelle nationale, les trois autres sur des villes préalablement choisies par le pays concerné. Généralement, le choix se porte d'une part sur la capitale ou à défaut, sur la plus importante ville du pays, d'autre part, sur une ville moyenne et une autre enfin, de taille modeste. Sur la base d'entretiens avec les parties prenantes, les profils relatent la situation dans chacune des villes, les informations alors obtenues permettent de produire dans un deuxième temps le profil national, offrant ainsi une vue d'ensemble sur la réalité urbaine du pays. Les consultations réalisées avec les différents acteurs permettent d'établir les priorités. Les informations collectées au niveau des villes ont rendu possible la juste évaluation de la situation à l'échelle du pays, quand bien même des consultations dans les domaines des institutions, de la législation en cours et des finances, au niveau national, constituèrent un complément d'information. C'est ainsi que ces profils devraient permettre d'encourager la création de stratégies à l'échelle des villes mais aussi des pays, mais également la mise en place d'une politique de développement efficace. De plus, la réalisation de ces profils urbains aura rendu plus simple l'analyse et donc la compréhension de la situation dans la sous-région - préalable indispensable pour établir des stratégies et des politiques communes à travers l'identification des besoins réels et des priorités dans ladite région. Enfin, cette démarche permet d'éclairer les agences internationales sur le rôle potentiel qu'elles pourront jouer dans le développement de la zone, notamment en ce qui concerne le renforcement des capacités.

Au Sénégal, la réalisation des profils urbains de villes fut conduite par les autorités locales et nationales. La réalisation des profils urbains de ville et à l'échelle nationale fut conduite sous l'égide des autorités locales et nationales par l'Institut Africain de Gestion Urbaine (IAGU). Les profils de ville concernent Dakar, Kaolack et Kanel. Le profil national est la syn-

thèse des conclusions de la même institution, en locurence l'IAGU, d'entretiens avec les acteurs clés et d'informations communiquées par les autorités. Les différents participants aux consultations se sont entendus sur la nécessité de délimiter leurs domaines de recherche sur les aspects marquants des problèmes rencontrés dans les villes, à savoir la pauvreté urbaine, les problèmes d'organisation notamment en ce qui concerne la gouvernance, l'accès aux services de base, les différentes formes de discrimination, la pollution etc. Un consensus fut ensuite obtenu sur les interventions prioritaires, sur ce qui devait être entrepris que ce soit sous la forme de programme d'action ou des projets à mettre en œuvre.

Je souhaiterais saluer le travail de monsieur Mohamed El Sioufi qui dans un premier temps, conçut le concept du RUSPS, puis qui prit en charge toute la coordination du projet jusqu'à sa réalisation finale. Je souhaiterais également citer tous les membres du personnel qui ont contribué à la réalisation de ce rapport. Je nommerai entre autres Alioune Badiane, Farrouk Tebbal, Clarissa Augustinus, Mohamed Halfani, Lucia Kiwala, Eduardo Moreno, Ole Lyse, Raf Tuts, Joseph Guiebo, Gwendoline Minnetrier, Kerstin Sommer et Nicolas Maréchal.

J'aimerais enfin remercier monsieur Assane Diagne, Ministre de l'Urbanisme et de l'Aménagement du territoire, monsieur Oumar Sarr, ministre du Patrimoine bâti, de l'Habitat et de la construction, ainsi que tous ceux qui ont participé et soutenu cette initiative et les féliciter pour avoir contribué à son succès. J'attends désormais avec impatience de constater sur le terrain, les progrès qui auront été réalisés au Sénégal.



Anna Kajumulo Tibaijuka

Sous-secrétaire Général des Nations-Unies
et Directrice Exécutive.
ONU-HABITAT

Introduction

Le but ultime du Profil du Secteur Urbain est de contribuer au développement de la politique de réduction de la pauvreté urbaine aux niveaux local, national et régional en Afrique et dans les Pays Arabes. Il s'agit ici d'évaluer les besoins et les mécanismes de réponse appropriés et ce, en gardant toujours à l'esprit les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Notre politique consiste à soutenir des activités telles que le renforcement des capacités (formation des cadres dans l'administration; attribution de matériel, conseils en organisation), des programmes de développement visant à faciliter l'accès à un habitat décent et aux services urbains de base pour les plus démunis et de promouvoir une législation en faveur de l'équité entre les sexes et d'un plus grand respect de l'environnement. L'approche est basée sur les TDR standards développés par la Commission européenne (CE) et déjà mis en œuvre par ONU HABITAT en Somalie.

Cette approche, lorsqu'elle fut appliquée en Somalie, a permis une intégration spatiale/territoriale multisectorielle et une collaboration intersectorielle dans l'analyse des questions urbaines ainsi que dans la conception des interventions qui sont à ce jour mises en œuvre.

L'étude, si elle est réalisée à une échelle locale, doit cependant refléter les tendances urbaines émergentes, les questions urbaines communes – en considérant toutefois les spécificités propres à chacune des villes –, les problèmes à résoudre et les opportunités sur lesquelles s'appuyer pour les interventions de développement à venir. Les rapports nationaux fourniront les données indispensables pour rédiger les Documents Stratégiques de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et pour établir les Plans Cadres pour l'Assistance des Nations Unies au Développement (UNDAF). Ils permettront en outre d'orienter la politique nationale des pays concernés et ce, grâce à l'identification des éventuelles insuffisances dans les domaines institutionnel, juridique et procédurale et permettront par la même de mieux former le personnel en charge desdits domaines. Cette démarche vise clairement à assurer une véritable pérennité aux projets de développement parce qu'elle permettra aux pays participant à ce processus, d'atteindre le degré d'autonomie nécessaire.

Méthodologie

La phase un consiste à dresser un tableau des conditions de vie dans les villes, à l'échelle locale mais aussi nationale. Les profils porteront sur la capitale du pays ou à défaut, la ville la plus importante, une ville moyenne et une autre enfin, de taille modeste. Les villes seront sélectionnées de manière à offrir une bonne représentativité de la situation urbaine du pays. L'analyse développe sept grands thèmes: la gouvernance, le développement économique local, les conditions de vie dans les bidonvilles, le genre, le VIH/SIDA, les services urbains de base et l'environnement. Les informations sont obtenues au travers d'entretiens et de discussions avec les acteurs clés et les institutions. Une fois analysées, il sera possible d'identifier les forces, les faiblesses, les opportunités et menaces (méthode SWOT) que rencontrent les villes et pays concernés dans leur développement. Ces conclusions seront ensuite présentées lors de consultations dans les villes et au niveau national, afin, éventuellement, d'être revues, modifiées. Un consensus devra alors être obtenu entre les différents acteurs engagés dans le processus, afin de dégager les priorités pour les interventions futures.

La phase deux, sur la base des priorités identifiées dans la phase 1, et après étude de faisabilité, consiste à mettre en place un programme de formation pour les cadres dans l'administration et à déterminer ce que seront les projets d'investissement prioritaires.

La phase trois est la phase de réalisation des projets envisagés lors des deux phases précédentes. Mais il est essentiel de donner les moyens qui permettront aux pays concernés de travailler seuls, au développement dans leurs villes. Ce degré d'autonomisation sera rendu possible, entre autres, par la mise place de cadres institutionnels solides.

Le présent rapport est la synthèse du travail réalisé par le Sénégal lors de la phase 1 du processus RUSPS.

Généralités

Le Sénégal est situé entre 12° et 16 °30 de latitude nord et 11°30 et 17°30 de longitude ouest, sur une superficie de 196 712 km², à l'avancée la plus occidentale du continent africain dans l'océan Atlantique, au confluent de l'Europe, de l'Afrique et des Amériques, et à un carrefour de grandes routes maritimes et aériennes. Il est bordé au nord par la Mauritanie, à l'est par le Mali, au sud par la Guinée Bissau et la Guinée Conakry et à l'ouest par l'océan Atlantique sur une façade de 700 km. La Gambie située entre les régions de Kaolack et de Ziguinchor, forme une enclave sur le cours inférieur du fleuve du même nom.

Le relief est généralement plat avec une altitude inférieure à 50 m sur 75% du territoire. Le point culminant est situé à l'extrême sud-est, sur les contreforts du Fouta Djallon, à la frontière guinéenne.

Le climat est sahélo-soudanais de type semi-aride tropical avec une amplitude thermique relativement peu importante et des températures moyennes comprises entre 20 °C (de novembre à avril) et 35 °C (de mai à octobre). Le régime climatique est caractérisé par l'existence de deux saisons : une saison chaude et pluvieuse (hivernage) qui dure 3 à 4 mois, marquée par la circulation de la mousson de juin à octobre et une saison sèche durant laquelle soufflent les alizés continentaux à dominante nord/nord-ouest.

La pluviométrie, très variable d'une région à l'autre, passe de plus de 1 000 mm par an au sud, à moins de 300 mm au nord, ce qui est à l'origine de la division du pays en 3 zones climatiques de forte, moyenne et faible pluviométrie correspondant à la forêt au sud, à la savane arborée au centre, et à la zone désertique au nord. La différence observée dans la distribution de certaines endémies comme le paludisme, les bilharzioses, la dracunculose et l'onchocercose, trouve son explication dans l'existence de ces trois zones bioclimatiques.

Gouvernance

Le Sénégal se distingue dans la sous région par sa longue histoire de décentralisation et l'enracinement de ses collectivités locales, notamment des communes des centres urbains. Le Sénégal est en effet le premier pays d'Afrique Noire à connaître la communalisation avec Saint-Louis et Gorée en 1872, Rufisque en 1880 et Dakar en 1887.

La régionalisation, avec le nouveau code des collectivités locales se traduit par l'augmentation des collectivités locales au nombre de 441 réparties en trois niveaux: 11 régions, 110 communes dont 43 communes d'arrondissement et 320 communautés rurales. Ces collectivités sont gérées et dirigées par 14 352 élus.

La nouvelle politique de décentralisation mise en oeuvre par les lois de 1996 a renforcé les responsabilités des collectivités locales, et d'importantes compétences leur sont transférées par la loi 96-07 du 22 mars 1996. Ainsi la loi sur les collectivités locales leur confère diverses responsabilités générales et de proximité, aux côtés de l'État, chargé lui, d'assumer une triple mission de régulation politique, économique et sociale. Les compétences générales transférées aux collectivités locales sont la conception, la programmation et la mise en œuvre des actions de développement économique, éducatif, social et culturel, d'intérêt régional, communal ou rural.

La région a compétence et vocation pour promouvoir le développement dans son cadre territorial, qui correspond aux limites de la circonscription administrative régionale. A ce titre, elle réalise les plans régionaux de développement et organise l'aménagement de son territoire dans le respect de l'intégrité, de l'autonomie et des attributions des communes et communautés rurales.

Il revient aux collectivités de proximité, à savoir la commune (qui bénéficie d'une légitimité historique au regard de son expérience séculaire) et à la communauté rurale (dont la création en 1972 procédait de la volonté politique d'introduire la décentralisation dans les campagnes) d'assurer à leurs résidents les meilleures conditions de vie.

Bidonvilles

Les besoins en habitat en milieu urbain évoluent avec la croissance naturelle de la population et l'exode rural. Le Sénégal, à l'instar des autres pays de la sous région d'Afrique de l'Ouest, a connu un processus d'urbanisation très rapide et souvent mal maîtrisé. La population urbaine sénégalaise est passée de 25% en 1960 à plus de 41% en 2002. Ce phénomène est dû en grande partie, à un exode massif de la population rurale vers les centres urbains. Ce processus d'urbanisation galopante ne s'est malheureusement pas accompagné d'une croissance significative dans les secteurs économique et social, et il a entraîné d'importants problèmes dans les secteurs de l'habitat, de la santé, des transports, de l'éducation, de l'assainissement, etc.

Ainsi, dans le secteur de l'habitat, on note une forte recrudescence de l'habitat spontané, souvent constitué de quartiers in-

salubres qui couvrent des superficies importantes dans les zones urbaines. Quartiers où, bien évidemment, les services publics sont quasi-inexistants, l'accès à l'eau potable est très limité, les ordures ne sont pas ramassées, les eaux usées stagnent. Ces zones représentent dans les principales villes du pays, 30 à 40% de l'espace occupé. Elles concentrent une proportion importante de la population dont la plupart proviennent de zones rurales très éprouvées ces dernières années par les cycles répétitifs de sécheresses et d'autres catastrophes naturelles.

Équité entre les sexes et VIH/SIDA

La population sénégalaise est assez jeune avec un rapport de masculinité qui traduit la supériorité numérique des femmes. Elles représentent en effet plus de la moitié de la population totale (52%), soit près de 9 000 000 d'habitants (75% de la population rurale).

Les rapports sociaux entre les sexes sont caractérisés par un écart important au bénéfice des hommes. En effet, les femmes constituent souvent la frange la moins bien éduquée, la plus pauvre et la plus marginalisée. Elles sont défavorisées en matière de santé, d'éducation, de formation et subissent des discriminations sur le marché du travail et dans l'accès aux moyens de production (terre, intrants, crédit, technologie..).

L'analyse de la situation du genre en milieu urbain au Sénégal laisse entrevoir plusieurs problématiques intimement liées. En effet, on ne peut traiter cette question sans parler également de la question du travail des enfants et de la mendicité vers laquelle est poussée cette frange de la population. De la même façon, la violence faite aux femmes (notamment à travers les agressions physiques comme morales subies dans le cadre familial, professionnel et dans la société en général) est une composante essentielle de cette discrimination sociale. Les questions de la prostitution et du VIH/SIDA aussi revêtent un caractère important, tout comme celle de l'émancipation des femmes et de leur participation à la prise de décision.

Environnement

L'État de l'environnement du Sénégal est aujourd'hui caractérisé par une pollution des eaux marines (Baie de Hann en particulier) des eaux souterraines et des eaux de surface, de l'air, due particulièrement aux dysfonctionnements dans les transports urbains, par la disparition progressive des espaces verts en ville, et l'amplification des risques industriels. La gestion des déchets tant solides que liquides enfin, pose également de graves problèmes environnementaux.

ADMINISTRATION

Depuis 2002, le pays est subdivisé en onze régions administratives, 34 départements subdivisés eux-mêmes, en arrondissements, et 340 communes, communautés rurales et villages.

Le village ou le quartier correspond à la cellule administrative de base. Chaque niveau est dirigé par une autorité: un gouverneur et un président de conseil régional pour chaque région, un préfet pour chaque département, un sous-préfet par arrondissement, un maire par commune, un président par communauté rurale, et un chef de village ou de quartier au niveau le plus périphérique.

Les chefs-lieux des régions sont les principales villes du pays: Dakar, Diourbel, Fatick, Kaolack, Kolda, Louga, Matam, Saint Louis, Tambacounda, Thiès, Ziguinchor. La nouvelle configuration administrative née de la régionalisation ne règle pas cependant toutes les disparités aussi bien au plan démographique qu'économique, qui existent entre les régions. Dakar et Thiès concentrent l'essentiel de l'activité économique du pays en contrôlant toute l'industrie, malgré la percée dans le commerce de la ville de Touba dans la région de Diourbel. La région de Saint Louis avec les perspectives de l'après barrage et les projets de développement de la rive gauche constituera aussi un autre pôle d'attraction pour les dix prochaines années.

AMÉNAGEMENT URBAIN

Considérés comme un levier d'appui au développement durable, l'urbanisme et l'aménagement du territoire avaient comme problème majeur, la dégradation du cadre de vie et les disparités régionales. Cette dégradation était caractérisée par l'absence de maîtrise des établissements humains et l'insuffisance quantitative et qualitative de la couverture des besoins en logements, parcelles, infrastructures et équipements. Face à une telle situation, l'objectif global était d'améliorer le cadre de vie tant en milieu urbain que rural, par les actions suivantes:

- Le recentrage de l'action publique en matière d'urbanisme et d'aménagement du territoire.
- L'adoption d'une planification stratégique par objectif.
- L'adoption d'une démarche prospective et visionnaire.
- La promotion d'un urbanisme écologique.

Les nouvelles options du gouvernement consistent à orienter les interventions vers une politique préventive et stratégique fondée sur la participation, l'équilibre territorial et la bonne gouvernance locale.

Les autorités affichent une volonté d'opérer des ruptures significatives dans la conduite des politiques urbaines et territoriales. Pour ce faire, elles envisagent de revisiter les méthodes et pratiques utilisées jusqu'ici, afin de donner des chances de succès aux actions à entreprendre par le Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire (MUAT). Celles-ci s'inscrivent dans les orientations qui sous-tendent la mission de service public qui a été confiée au département.



A la lumière de la lettre de mission du MUAT, celui-ci est notamment chargé de:

- La planification urbaine.
- L'aménagement des agglomérations et de l'agrément des villes, en collaboration avec les collectivités locales.
- L'amélioration du cadre de vie des Sénégalais.
- La protection et la mise en valeur du patrimoine architectural et urbain.
- Veiller à la promotion d'un développement harmonieux et équilibré des agglomérations et des activités économiques sur l'ensemble du territoire.
- Contribuer à la mise en cohérence des réseaux d'infrastructures et d'équipements publics avec les besoins de la population.

Tels sont les axes d'orientation majeurs sur lesquels la lettre de politique de développement de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire doit se fonder pour contribuer positivement à la construction d'un Sénégal émergent.



CONTEXTE MACRO-ÉCONOMIQUE

Le Sénégal présente depuis quelques années, des performances macro-économiques globalement satisfaisantes, mais encore insuffisantes pour faire régresser la pauvreté. En 2002, le taux de croissance économique était de 2,4%. En valeur courante, le PIB s'élevait à 3 472,7 milliards de francs CFA en 2002 et à 3 723,2 en 2003. Rapporté à la population, le PIB per capita est de 348 798 francs CFA en 2002 et de 367 622 francs CFA en 2003. L'évolution de la consommation finale était modérée (+3%) en 2002, mais devient vigoureuse en 2003 (+6,3%). En 2003, la croissance de l'investissement égalise celle de la consommation finale.

A la suite de la dévaluation du franc CFA en janvier 1994, l'économie sénégalaise a renoué avec la croissance, le PIB réel a crû de plus de 5% par an en moyenne entre 1995 et 2001. Ces résultats ont été obtenus grâce à une réduction continue des déficits des finances publiques et de la balance des paiements courants et enfin, de la maîtrise de l'inflation.



En revanche, le commerce extérieur du Sénégal a été marqué en 2000 par l'aggravation du solde négatif des échanges confirmant le caractère structurel du déficit de la balance commerciale. En 2002, les exportations augmentent de 5,2% en 2002, mais restent en deçà des importations (+6,3%). En 2003, les exportations stagnent (-0,4%) alors que les importations se sont un peu atténuées (+4,5%). Ces exportations sont composées majoritairement de produits de la pêche, de produits agricoles traditionnels (arachide) et de phosphates. Les importations sont quant à elles, surtout constituées de produits pétroliers et dans une moindre mesure, de produits agroalimentaires et de biens d'équipement.

La situation financière de l'État semble cependant globalement sous contrôle. Depuis plusieurs années, les recettes de l'État connaissent une hausse remarquable, du fait de l'augmentation permanente des recettes fiscales. D'un montant de 506 milliards de francs CFA en 1999, elles sont estimées à 562,3 milliards en 2000, 605 milliards en 2001 et à 627,3 milliards francs CFA en 2002. La structure des recettes reste la même, les recettes fiscales (90%) représentent l'essentiel des recettes totales.

Les dépenses publiques totales suivent les mêmes tendances que les recettes, avec cependant une bonne maîtrise des dépenses courantes qui sont depuis quelques années couvertes par les recettes fiscales. D'un montant de 326 milliards de francs CFA en 1990, les dépenses totales sont passées à 609,9 milliards en 1999, soit une croissance moyenne annuelle de 9% sur la période. Les estimations des dépenses budgétaires totales pour l'exercice 2001 sont de 780 milliards.

De manière générale, le gouvernement a maintenu un cadre macro-économique stable avec une maîtrise de l'inflation ramenée de 3% en 2001 à 2,3% en 2002.

RÉPARTITION DES SECTEURS DE L'ÉCONOMIE

Même si le primaire occupe plus de 50% de la population active, il a reculé ces dernières années en termes de part du PIB et se situe pour la période 2002-2003 à 17,2%. L'agriculture qui domine ce secteur est essentiellement orientée vers la production d'arachide (42% des terres arables et près de 70% de la population active rurale) mais également vers la culture du mil, du sorgho, du maïs, du coton et du niébé.

Quant au secondaire, il a connu une légère hausse durant la décennie 1990-2000; sa croissance a atteint 10,1% en 2002, contre 6,1% en 2001 et sa part dans le PIB se situe à 18%. L'activité dominante dans ce secteur est constituée par le secteur des bâtiments et travaux publics (4,3% du PIB et 23,1% du secteur secondaire) qui a connu un taux de croissance de 12,9% en 2002, contre 7,8% en 2001.

L'évolution récente de l'économie montre une structure dominée par le tertiaire dont la part moyenne dans le PIB est de 52% durant la période 2002-2003, avec une pointe de 53,4% en 2002. Le commerce reste la branche dominante dans le secteur tertiaire avec 18,3% du PIB; les transports et les télécommunications occupent également une place non négligeable.

Le secteur tertiaire a connu une croissance de 4,8% en 2002 grâce à la performance des télécommunications (croissance de 7,6%). Les activités des autres services ont connu une augmentation se situant autour de 4,4% en 2002 et celles du commerce autour de 3,5%.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES

| | |
|---|----------------------------|
| PIB total (en \$US) | 4,9 milliards |
| Développement humain et pauvreté urbaine | 154ème sur 173 pays |
| RNB/habitant (en \$US) | 470 |
| PIB/habitant (en \$US) en 2003 | 550 |
| PNB total (en \$US) en 2003 | 6.5 milliards |
| Taux d'accroissement annuel du PNB en 2003 | 6.5% |
| Part de l'agriculture dans le PNB (pourcentage du PNB total) en 2003 | 16.9% |
| Part de l'industrie dans le PNB (pourcentage du PNB total) en 2003 | 20.8% |
| Part des services dans le PNB (pourcentage du PNB total) en 2003 | 30.2% |
| Importations de biens et services (pourcentage du PNB total) en 2003 | 39.7% |
| Exportations de biens et services (pourcentage du PNB total) en 2003 | 30.2% |
| Revenu national (pourcentage du PNB total) en 2003 | 20.1% |

Malgré la reprise de la croissance (+5% en moyenne depuis 1995) et l'aide extérieure massive, le Sénégal est classé parmi les 20 pays les plus pauvres au monde. En effet, d'après le rapport mondial sur le développement humain du PNUD, édition 2003, avec un indice de développement humain (IDH) de 0,43, le Sénégal occupe le 156ème rang sur 175 pays. Il ajoute qu'au Sénégal, plus de 65% de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté. Son revenu national brut par tête en termes constants a atteint 363 700 francs CFA, soit 520 \$US en 2002 rangeant le pays dans la catégorie des pays les moins avancés (PMA).

En 1994, la première enquête budget consommation a permis d'évaluer la proportion des ménages vivant en dessous du seuil de pauvreté (2 400 calories par adulte et par jour) à 57,9%. En 2001, l'incidence de la pauvreté des ménages se situait à environ 53,9%, soit un léger recul par rapport à 1994, en raison certainement de l'accroissement du revenu par tête sur la période 1995-2001. D'après les enquêtes de la DPS, le Sénégal dispose d'une population active de 3 millions de personnes en 2002, dont près des 2,6 millions sont effectivement occupées et 434 800 (soit 14,5%) sont des chômeurs. En revanche, la situation de l'endettement du Sénégal s'est améliorée ces dernières années. Depuis juin 2000, le Sénégal a pu être intégré au groupe des «Pays pauvres très endettés» (PPTE) et bénéficier pour les dix prochaines années, d'une réduction significative de sa dette (estimée à environ 450 millions US\$ en valeur actuelle nette). Le stock de la dette extérieure représente 64,6% du PIB en 2002 contre 67% en 2001. Le service de la dette extérieure publique, en pourcentage des recettes de l'État, est passé de 16,2% en 2001 à 17,6% en 2002. La dette due aux créanciers multilatéraux s'élevait à 1 428 milliards de francs CFA en 2001. Le service de la dette s'élève à 116,4 milliards de francs CFA en 2002 contre 87,9 milliards en 2001.

En 2002, l'aide publique au développement (APD) totale reçue par le Sénégal s'élevait à 449 millions de US\$, représentant 9% du PIB, soit 45 US\$ par habitant. Elle se chiffrait respectivement à 413 et 423 millions de US\$ en 2001 et 2000. L'apport de source bilatérale était évalué à 242 millions US\$ en 2002 contre 219 millions US\$ en 2001 et 271 millions US\$ en 2000.

DÉMOGRAPHIE

La population est passée de trois millions en 1960 à cinq millions en 1976 et 6,9 millions en 1988. En 1993, les projections indiquaient un effectif d'environ 8 millions d'habitants dont 3,2 millions sont des citoyens.

Les données démographiques les plus récentes proviennent du recensement général de la population et de l'habitat effectué en 2002 (RGPH-III), des enquêtes périodiques comme les enquêtes démographiques et santé (EDS) et de l'enquête sénégalaise auprès des ménages (ESAM).

Les informations collectées au moment du RGPH-III de 2002 étant en cours d'exploitation, la direction de la prévision et de la statistique (DPS) a élaboré pour 2003 des estimations de la population sénégalaise, sur la base des résultats préliminaires qui donnent une population de 9.956.220 habitants, avec un taux de couverture de 91% (sur 100 personnes résidentes sur le territoire national, lors du dénombrement du RGPH-III, 91 seraient recensées). En général, ce taux varie de 90 à 95 % dans les pays en développement.

Si cette tendance se maintient, la population du pays atteindra 12,6 millions vers l'an 2010, avec une forte concentration dans la région de Dakar où la densité sera de l'ordre de 6 000 habitants/Km². Cette évolution démographique n'est pas proportionnelle à la croissance économique qui suit, pour sa part, une tendance négative. Cette forte croissance de la population se traduit par une densification de plus en plus importante de l'occupation humaine sur le territoire national. En effet, la den-

sité de population en 2003 (51 habitants au km²) est 1,5 fois plus importante que celle de 1988 (35 habitants au km²).

Cependant, cette moyenne cache de grandes disparités entre les régions: la région de Dakar, avec une population de 2 268 542 habitants, concentre 22% de la population nationale sur seulement 0,3% du territoire national, soit une densité de 4 147 habitants au km². A l'opposé, la région de Tambacounda qui fait le tiers du pays de par sa superficie (59 542 Km²) est la région la moins peuplée, après celles de Matam et de Ziguinchor, avec seulement 630 716 habitants, soit une densité de 11 habitants au km².

INDICATEURS DÉMOGRAPHIQUES

| | |
|--|----------------------------|
| Population | 9 956 202 habitants |
| Nombre de femmes | 5 069 717 |
| Nombre d'hommes | 4 886 485 |
| Taux d'accroissement moyen annuel | 2,5% |
| Taux de mortalité infantile en 2001 | 79‰ |
| Taux d'enfants de moins d'un an vaccinés contre la rougeole en 2002 | 54% |
| Taux de mortalité des moins de 5 ans en 2001 | 138‰ |
| Espérance de vie à la naissance | 52,3 ans |
| Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes) en 1995 | 1 200 |
| Proportion d'accouchements assistés par un personnel de santé qualifié entre 1995 et 2001 | 51% |
| Densité de la population en 2003 habitants au km² | 51 |
| Nombre de ménages | 800 379 |
| Nombre moyen de personnes par ménage | 8,9 |
| Taux de fertilité (nombre de naissances par femme) en 2002 | 4,9 |

La population urbaine du Sénégal est estimée à 4 120 375 habitants, soit un taux d'urbanisation de près de 41%. La région de Dakar se distingue par son degré d'urbanisation. En effet, elle regroupe plus de la moitié de la population urbaine du pays (53%) et plus de 20% de la population totale du pays sur seulement 0,5% du territoire. Il convient cependant de noter que le développement de nouveaux pôles d'équilibre a eu une forte influence sur la place qu'occupait Dakar dans la hiérarchie urbaine. Sa part dans la population urbaine du pays a diminué, en passant de 80% en 1988 à 53% en 2003.

Outre Dakar, les régions les plus urbanisées sont Ziguinchor (43,7%), Thiès (43,5%) et Saint-Louis (36,1%). Les régions de Kolda, Matam et Fatick, avec respectivement un taux d'urbanisation de 13,8%, 13,2% et 12,7%, sont les moins urbanisées (MEF, DPS, 2004).

On ne peut parler de l'urbanisation du Sénégal sans également évoquer Touba, la capitale religieuse de la confrérie musulmane des mourides, aujourd'hui la deuxième ville du Sénégal. Avec une population de 421 748 habitants, Touba est un nouveau pôle économique et d'échange qui s'affirme, certains l'appellent déjà la "capitale de l'informel". La ville

s'est développé grâce à l'investissement des nombreux mourides (diaspora ou résidant au Sénégal) mais aussi à l'État (forages, plan d'aménagement urbain, infrastructures sanitaires, scolaires, routières, etc.).

Selon les données de l'ESAM-II (2002), les échanges migratoires entre régions administratives montrent que les régions de Dakar (32,5%), Diourbel (13,2%) et dans une moindre mesure Thiès (11,7%) et Kaolack (10,3%) reçoivent une part importante de l'ensemble des immigrants. Ces mêmes régions enregistrent toutefois le plus de départ vers d'autres horizons (64,4% des départs) et par conséquent, ce sont là que s'effectuent le plus d'échanges migratoires. Cependant, au vu des soldes migratoires entre les entrants et les sortants, les régions de Dakar, de Diourbel, de Kolda et de Tambacounda attirent plus qu'elles n'émettent. Les raisons sont pour chacune d'elles spécifiques: économique et administrative pour Dakar, religieuse pour Diourbel (Touba) ou à cause de leurs cultures de rente que sont l'arachide et le coton dans les régions de Tambacounda et Kolda.





Source: Guide du Routard du Sénégal

EFFECTIF DE LA POPULATION, DENSITÉS ET TAUX D'ACCROISSEMENT MOYEN ANNUEL SELON LA RÉGION (1988-2003)

| RÉGIONS | POPULATION | % | SUPERFICIE EN KM ² | DENSITÉS | TAUX % 88-03 |
|-------------|------------|----|----------------------------------|----------|-----------------|
| Dakar | 2 268 542 | 22 | 547 | 4 147 | 2,79 |
| Ziguinchor | 445 463 | 4 | 7 352 | 61 | 0,73 |
| Diourbel | 1 076 874 | 11 | 4 903 | 220 | 3,67 |
| Saint-Louis | 703 699 | 7 | 19 241 | 37 | 0,41 |
| Tambacounda | 630 716 | 6 | 59 542 | 11 | 3,26 |
| Kaolack | 1 075 770 | 11 | 15 449 | 70 | 1,87 |
| Thiès | 1 305 464 | 13 | 6 670 | 196 | 2,17 |
| Louga | 686 856 | 7 | 25 254 | 27 | 2,24 |
| Fatick | 629 036 | 6 | 7 910 | 80 | 1,39 |
| Kolda | 864 598 | 9 | 21 112 | 41 | 2,51 |

CADRE INSTITUTIONNEL

Les services déconcentrés de l'État qui interviennent dans le cadre de la gouvernance sont ceux de l'aménagement, de la santé, de l'assainissement, etc.

Les relations de coopération entre ces services déconcentrés et les communes sont définies par le décret N°96-1123 du 27 décembre 1996 où l'État, par mesure de prudence et pour des raisons d'économie et d'efficacité, a retenu que pour l'exercice des compétences transférées, les collectivités locales utiliseront les services techniques de l'État dans le cadre de conventions.

Le gouverneur représente l'État dans la région, le préfet dans la commune et le sous préfet dans la communauté rurale. Ils représentent les ministères dans ces trois collectivités et ont autorité sur les services déconcentrés de l'État dans leur circonscription. Ils assurent la coordination des services de l'État dans la région et celles des services régionaux en rapport avec le président du conseil régional, le maire ou le président du conseil rural. Ils signent au nom de l'État les conventions et les contrats plans. Dans les relations entre les collectivités locales et l'administration territoriale, se pose souvent le problème de la frontière entre l'autonomie, l'assistance et la tutelle.

Du point de vue juridique, il existe justement une certaine ambiguïté dans le traitement des relations entre les collectivités locales. En effet, l'article 13 du code des collectivités locales stipule qu'« aucune collectivité locale ne peut établir, ni exercer une tutelle sur une autre collectivité locale ». Cependant le rapport de synthèse sur la décentralisation précise que le conseil régional « joue un rôle de coordination des actions de développement à l'égard des communes ».

La nouvelle constitution du Sénégal adoptée à l'issue du référendum du 7 janvier 2001, continue de renforcer le cadre institutionnel des collectivités locales et le principe de leur libre administration. Pourtant certaines dispositions classiques du code des collectivités locales place toujours l'État dans une position potentielle où il lui est permis d'abuser de son pouvoir. En effet, le président du conseil municipal et le maire peuvent à tout moment être révoqués, suspendus ou déclarés démissionnaires. Le conseil municipal peut être dissous par décret et remplacé par une délégation spéciale et le ministre des collectivités locales a le pouvoir de déclarer démissionnaire un conseiller qui refuse de remplir ses fonctions.

CADRE LÉGAL

La région sert désormais de cadre à la planification du développement socio-économique et constitue un trait d'union entre l'État d'une part, les collectivités (communautés rurales) et les collectivités intermédiaires (communes) d'autre part. Dans le cadre de ses nouvelles responsabilités, la région s'appuie sur les services de l'État mis à sa disposition pour exercer les compétences qui lui sont transférées: domaines, environnement et gestion des ressources naturelles, santé et action sociale, jeunesse et sport, culture, éducation, planification, aménagement du territoire, urbanisme et habitat.

En attendant que les collectivités décentralisées mettent en place des structures performantes, il a été créé des Agences Régionales de Développement (ARD) ayant en charge la coordination et les études en matière d'urbanisme, d'habitat de planification, d'aménagement du territoire et d'environnement. Il s'agit donc d'un organisme fédérateur qui regroupe plusieurs compétences et qui intervient, à leur demande, au niveau de toutes les collectivités locales situées dans la région. Il a été malheureusement constaté sur le terrain que peu d'ARD fonctionnent correctement. La mission de développement assignée aux collectivités locales par le législateur implique, nécessairement, des ressources financières concordantes et un système budgétaire adapté à cette vocation.

PERFORMANCE ET RESPONSABILISATION

Le désengagement de l'État dans des secteurs aussi importants que la santé, l'éducation, etc. et l'incapacité des autorités locales à les prendre convenablement en charge, ont amené les populations à s'organiser pour apporter des réponses aux problèmes rencontrés dans leur vie quotidienne. Aussi, on assiste à un foisonnement d'Organisations Communautaires de Base (OCB) mais dont les initiatives sont malheureusement très souvent sectorielles et non coordonnées. En effet, on note l'absence de cadre de concertation et de coordination des activités de ces organisations à l'intérieur des quartiers et entre les quartiers et dans les communes et entre les communes. Il n'existe pas non plus d'espace de dialogue entre les OCB et les autorités municipales. De surcroît, les relations entre les autorités locales et le mouvement associatif étaient très souvent caractérisées par une suspicion réciproque: les premiers considérant les seconds comme une menace et les seconds les soupçonnant de vouloir procéder à une récupération politique de leurs réalisations. C'est pourquoi, des expériences de mise en place de comités de développement local (CDL) ont été menées dans quelques collectivités locales (Guédiawaye, Diamaguène Sicap Mbao, Rufisque, Guinaw Rail, Yeumbeul, Kébémér, etc.) et au vu des résultats obtenus, elles mériteraient d'être généralisées à l'échelle nationale. Ces comités constituent un espace privilégié de concertation et d'échange entre acteurs populaires de la société civile et acteurs institutionnels (collectivités locales).



RENFORCEMENT DES CAPACITÉS HUMAINES ET FINANCIÈRES

La décentralisation n'a pas été suivie par un renforcement suffisant des capacités des municipalités pour leur permettre de planifier et gérer correctement le développement local. Notamment les responsables municipaux (élus et techniciens) nécessitent des formations devant leur permettre d'assumer les nouvelles responsabilités qui leur ont été dévolues. De même, on constate que les dotations financières des collectivités locales n'ont pas forcément suivi le rythme du transfert des compétences. Elles représentent à l'heure actuelle seulement 7% des recettes ordinaires de l'État. Enfin on constate une faible capacité des collectivités locales à mobiliser les ressources locales, nationales et internationales. Par exemple, dans bien des cas, les municipalités n'arrivent pas à se conformer aux conditions d'accès aux guichets financiers nationaux. Ceci a bien sûr une incidence directe sur leurs capacités à réaliser des investissements. Par ailleurs, de nombreux nouveaux élus issus des dernières élections n'ont aucune expérience en matière de gestion locale et sont demandeurs de formation et d'appui technique.

Comme nous l'avons dit, les collectivités locales ont vu leurs missions devenir de plus en plus importantes suite aux réformes de l'administration territoriale et locale qui se sont succédées depuis les indépendances. En conséquence, ces missions sont

devenues plus exigeantes en ressources financières, comme du reste, humaines. Les ressources des collectivités locales peuvent être classées en deux catégories: les ressources exogènes et les ressources endogènes.

PRIORITÉS

- Exigence d'un minimum d'instruction pour l' élu
- Définition d'un statut pour l' élu
- Mise en place d'une fonction publique locale
- Formation des acteurs et élus locaux

| | |
|--------------------|--|
| GOUVERNANCE N°1 | Projet proposé |
| | Généralisation du budget participatif |
| GOUVERNANCE N°2 | Projet proposé |
| | Programme de formation des élus locaux |
| GOUVERNANCE N°3 | Projet proposé |
| | Mise en place de mécanismes de coordination plus adaptés que le Comité de Développement Départemental (CDD) |
| GOUVERNANCE N°4 | Projet proposé |
| | Formation des professionnels municipaux et des acteurs locaux sur les outils de restructuration et d'aménagement des ZAC |

LES LIMITES DE LA FISCALITÉ LOCALE (1)

En matière de dépenses

- Comparées aux recettes des collectivités locales, les dépenses connaissent une croissance plus rapide et sont destinées principalement au fonctionnement. Durant la période considérée, les collectivités locales, en particulier les communes ont consacré près de 80% de leurs ressources à leurs dépenses de fonctionnement et 20% à leurs dépenses d'investissement.
- Les dépenses ordinaires des communes sont consacrées principalement aux frais de personnel, qui absorbent dans bien des cas 70% de leurs ressources ordinaires et aux dépenses des services administratifs, techniques et financiers. Les dépenses des services se répartissent en dépenses de fonctionnement des cabinets des maires (en moyenne 6 % des dépenses de fonctionnement) et en dépenses de secrétariat.
- Les dépenses des cabinets des maires englobent diverses dépenses à caractère social: subventions aux ASC, aux lieux de culte, secours aux indigents, indemnités et autres frais de représentation.
- Les dépenses d'investissement des communes sont réparties comme suit: 38 % aux travaux de voirie, 4% aux équipements éducatifs, culturels et sportifs, 10% en matériel roulant, 13,5% aux équipements administratifs, 10% aux équipements de santé et d'action sociale et 9,5% aux infrastructures commerciales et artisanales.
- Les dépenses d'investissement des collectivités locales sont assurées principalement par des ressources d'origine extra-budgétaire provenant de l'État directement, d'instruments financiers qu'il a créés ou de divers autres partenaires.

Source: Diouf, 2000

Les ressources exogènes

Il s'agit des ressources provenant de l'État et des partenaires au développement.

Le code des collectivités locales, en son article 249, alinéa premier dispose que «les recettes de fonctionnement de la région proviennent des ressources que lui apporte l'État dans sa répartition annuelle du fond de dotation, ainsi que des redevances du domaine, des produits de l'exploitation de son patrimoine et des redevances pour services rendus». L'État contribue au financement des collectivités locales, à travers:

Le Fonds de dotation de la décentralisation (FDD): Ce fonds reçoit chaque année, dans le cadre de la loi des finances, une dotation équivalente à un pourcentage de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) perçue au profit de l'État. L'enveloppe ainsi dégagée est répartie entre toutes les collectivités locales selon des critères fixés annuellement par décret, après avis du conseil national de développement des collectivités locales (CNDCL).

Le Fonds d'équipement des collectivités locales (FECL): c'est un package comportant plusieurs types d'allocations de l'État. Créé en 1977 comme fonds d'affectation spéciale, le FECL est désormais inscrit dans le budget du ministère de l'intérieur. Il est administré par un comité de gestion composé de représentants du ministère chargé des collectivités locales, du ministère de l'économie et des finances, de la présidence de la république et de l'Association des Maires du Sénégal (AMS). Le fonds avait pour mission, entre autres, d'accorder des prêts aux collectivités locales pour le financement de projets d'investissement. Un quart de siècle après sa création, aucune collectivité n'a bénéficié de cette prestation. A sa création, son montant annuel se situait à 2,5 milliards en moyenne. Aujourd'hui, l'enveloppe annuelle du fonds s'élève en moyenne à 3,5 milliards francs CFA.

Des avances consenties par l'État: pour assurer la trésorerie des communes, l'État leur consent au début des deux premiers trimestres de l'année financière, une avance égale à 25% des recouvrements effectués au cours de la dernière gestion connue au titre des impôts locaux. L'État peut également consentir à des avances dites extraordinaires aux collectivités locales. Pour en bénéficier, la collectivité doit justifier une situation de caisse qui promet le règlement des dépenses indispensables et urgentes et que cette situation n'est pas le résultat d'un déséquilibre budgétaire ou d'une insuffisance avérée de ressources.

Les ressources endogènes

Elles sont constituées des recettes fiscales (exceptées pour les régions), de recettes non fiscales et de recettes d'investissement communes à toutes les collectivités locales provenant de l'autofinancement réalisé et des recettes temporaires tels que le produit de la vente de biens, de l'aliénation d'immeubles etc. De l'analyse des études faites jusqu'ici sur la mobilisation de ressources des collectivités locales, il ressort une constante: la faiblesse de leurs ressources d'investissement - pour des raisons relevant de la prédominance de leurs charges de fonctionnement, du rendement d'une fiscalité locale héritée de la période coloniale et qui a peu évolué et de la prééminence de l'État dans la gestion budgétaire de ces collectivités.

Les ressources des régions

Elles n'ont pratiquement pas de ressources endogènes: leurs ressources de fonctionnement sont limitativement définies: redevances domaniales, produits de l'exploitation du patrimoine, redevances pour services rendus. Elles ne disposent pas d'une fiscalité propre, si bien qu'elles sont dans une totale dépendance vis à vis de l'État pour la prise en charge des compétences qui leur sont transférées et la réalisation de leurs investissements.

Les ressources des communes

Les communes disposent de recettes fiscales et non fiscales.

Les ressources fiscales sont composées:

- Des impôts locaux comportant l'impôt du minimum fiscal (IMF), la taxe représentative de l'IMF, la contribution des patentes, les impôts fonciers et la contribution des licences à la charge des exploitants de commerces d'alcool.
- Des centimes additionnels: ce sont des prélèvements complémentaires que les conseils municipaux peuvent appliquer sur l'IMF et sa taxe représentative, sur la patente et sur les droits de licence.
- Les taxes directes (exemple: taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) et indirectes (exemple: taxes sur l'eau et l'électricité): elles sont fixées par délibération des conseils municipaux, même si leurs modalités d'assiette et de perception comme leurs taux maxima sont déterminés par la loi.

Les recettes non fiscales sont celles que les collectivités locales maîtrisent et gèrent avec une relative autonomie. Il s'agit:

- Des produits du domaine public communal comme ceux des permis de stationnement et de location de la voie publique, des droits de place perçus dans les marchés, des droits de

voirie, des droits de fourrière municipale, des concessions du domaine public.

- Des produits du domaine privé communal issus de la location des biens communaux ou de leur cession (produits de la location de bâtiments ou de terrains communaux, de souks, loges et cantines).

Les ressources de la commune d'arrondissement.

Ces collectivités locales qui procèdent des quatre plus grandes communes de la région de Dakar ont des ressources plus limitées que celles des communes de droit commun: absence d'impôts fonciers et de taxes directes; taxes indirectes, produits domaniaux et revenus divers limités. Toutefois, pour leur permettre d'assumer les compétences qui leur ont été transférées, la loi impose aux villes dont elles sont issues, l'obligation de leur verser chaque année une dotation globale de fonctionnement.

LES LIMITES DE LA FISCALITÉ LOCALE (2)

En matière de recettes

- La faiblesse du budget des collectivités locales par rapport au budget de l'État. Sur la période considérée, le cumul des budgets locaux qui n'excède pas annuellement 25 milliards de francs CFA atteint à peine 10% des recettes ordinaires de l'État; 26 % des communes ont des budgets annuels inférieurs à 20 millions de francs CFA.
- Les excédents de clôture ordinaires des communes sont faibles voire nuls, du fait de l'importance de leurs charges de fonctionnement.
- Les communes sises dans le territoire de la capitale, Dakar, représentent plus des 2/3 du budget consolidé des communes.
- Le produit des recettes fiscales représente 50% des recettes totales des collectivités locales, contre 90 % pour l'État. Cela résulte du mode de gestion de ces recettes de la compétence des services de l'État. Combinée au manque de moyens des services territoriaux d'assiette et de recouvrement ainsi qu'à la décentralisation insuffisante de la chaîne fiscale (exception faite de Dakar où ont été créés des centres de services fiscaux, les services des impôts ne sont présents qu'au niveau régional), cette situation génère une sous-évaluation et un rendement déficient du patrimoine fiscal des collectivités locales.
- L'assiette fiscale est incorrecte en l'absence de recensement annuel et en raison des limites de l'adressage au niveau urbain.
- Les recettes fiscales des collectivités locales sont recouvrées pour plus de la moitié (70% pour la période allant de 1993 à 1996) au niveau des communes de la région administrative de Dakar. En dehors de ces localités, la surface financière des communes est concentrée sur sept communes de l'intérieur du pays à forte démographie et abritant des unités industrielles.
- La répartition des recettes fiscales est inégale entre les impôts locaux et les taxes fiscales: en moyenne 41% contre 6%.
- Les impôts fonciers s'accroissent en moyenne de 10% compte tenu de la rapidité du développement urbain. Le foncier bâti est perçu pour l'essentiel dans la commune de Dakar.
- Il en va de même pour l'impôt assis sur l'activité économique que constitue la patente. Le taux de croissance moyen de cet impôt dépasse 10% ?
- Dans le même temps, les recettes provenant de l'impôt du minimum fiscal (IMF) ont baissé, liées certainement aux pertes d'emploi dans le secteur moderne.

Source : République du Sénégal. Forum sur la gouvernance en Afrique.

Gouvernance locale et réduction de la pauvreté : cas du Sénégal. 2002

CADRE INSTITUTIONNEL

Les acteurs du secteur de l'habitat sont, au niveau central le Ministère du patrimoine bâti, de l'habitat et de la construction, la Direction de l'urbanisme et de l'architecture, la Direction de l'aménagement du territoire, la Direction de l'habitat, la Direction de la construction, le ministère de l'économie et des finances à travers la direction des impôts et domaines, etc.

Les autres acteurs sont les collectivités locales, les sociétés publiques et parapubliques, le secteur privé et les populations.

Le développement de la promotion immobilière privée à travers la création de la BHS en 1979, est venu renforcer la production de logements, à côté des sociétés immobilières publiques, dans la promotion de l'habitat planifié.

Un certain nombre d'institutions publiques, parapubliques et privées ont vu le jour pour mettre en œuvre la politique de l'habitat en matière de production de logements, de terrains viabilisés et de recherche (Centre de Recherche pour l'Habitat, l'Urbanisme et l'Architecture (CRHUA)). Les collectivités locales et les populations jouent également un rôle important dans ce secteur.

Le secteur public et parapublic

- La Société immobilière du Cap-Vert (SICAP): créée en 1951, la SICAP avait pour mission principale de gérer et d'entretenir le parc immobilier légué par l'administration coloniale. Ensuite, du fait de la nécessité croissante d'organiser et de rationaliser l'occupation de l'espace de plus en plus disputée, la SICAP a vu ses missions réorientées vers la réalisation de lotissements en vue de la construction de logements locatifs et en accession à la propriété (simple et vente). Suite aux difficultés financières du secteur au cours des deux dernières décennies, la SICAP, qui a fonctionné sous le régime d'économie mixte, a progressivement abandonné son aspect social (orienté vers la promotion de l'accès au logement des économies faibles) et s'est engagée dans une politique de grand standing.

- La Société nationale des habitations à loyer modéré (SNHLM): la SNHLM (ex OHLM) est chargée de la construction de logements aussi bien en milieu urbain que rural, pour les salariés à revenus moyens.

- La direction des parcelles assainies de la SNHLM: avec l'appui de la banque mondiale, l'opération des parcelles assainies a été lancée au Sénégal dans les années 1970. L'objectif visé était la promotion de l'habitat populaire pour les populations à faibles revenus qui ne pouvaient accéder ni aux logements sociaux de la SICAP, ni à ceux de l'OHLM. Les premiers projets mis en œuvre ont permis de fournir 13 305 parcelles à Cambérène à Dakar et 1 600 parcelles à Thiès. Seulement, de nombreuses parcelles distribuées ont été revendues à des prix élevés par des attributaires disposant déjà de logement ailleurs, ou ayant acquis de nouveaux terrains à des conditions avantageuses à la périphérie de la ville (Yeumbeul, Boune, etc.).

- La Société centrale d'aménagement des terrains urbains (SCAT-URBAM): créée en 1988, la SCAT-URBAM a pour principal mandat d'aménager des terrains urbains à vendre.

Les promoteurs privés

Ce sont des promoteurs reconnus par l'État, à travers le ministère de l'urbanisme. L'État avait demandé l'intervention des promoteurs privés pour la construction de logements à caractère social. Cette intervention récente, datant de 1980, se situe au cœur de la politique de l'habitat. Très nombreux à travers le pays, en particulier à Dakar, les promoteurs soumettent leurs programmes à la BHS pour obtenir le financement des logements à construire. Ils procèdent généralement à une location-vente ou une vente au comptant.

Les populations

Les coopératives d'habitat: Ce sont des regroupements sociaux ou professionnels qui reçoivent des logements clés en main ou des parcelles. Ce sont des sociétés anonymes coopératives, à but non lucratif, dont l'objectif social est de faciliter à ses membres actionnaires, l'accession à la petite propriété, leur ambition étant d'apporter une solution au logement d'une couche modeste de la population urbaine. Cette formule est en expansion depuis plusieurs années. La loi 83-07 du 28 janvier 1983 organise et fixe leur fonctionnement.

CADRE LÉGAL

La sécurité foncière est intimement liée à l'organisation du régime foncier. La question de la sécurisation de l'occupation et de l'utilisation du sol a toujours été au centre des préoccupations des hommes et de leurs dirigeants. Les pratiques traditionnelles de tenures foncières comme les règles modernes de gestion foncière et immobilière sont toutes fondées sur la recherche continue de la sécurité de l'occupant du sol, des ouvrages sur le sol et de leurs utilisateurs. En effet, dans l'organisation foncière traditionnelle, la terre ne pouvait appartenir à personne, ni à un individu, ni à un groupe. Cependant, le groupe familial qui s'est installé ou a exploité le premier, bénéficiait d'une occupation stable car son droit était reconnu et respecté par tous, ce qui suffisait à garantir la sécurité de l'occupation. C'est avec l'organisation foncière moderne, introduisant le droit de propriété et la transformation de la terre de chose commune en bien juridique, qu'est né le besoin de garantir juridiquement la sécurité de l'occupation foncière.

En effet, le décret du 26 juillet 1932, réglementant l'organisation de la propriété foncière, vise à sécuriser la propriété et les transactions immobilières. Le droit de propriété et ses démembrements appelés « droits réels », par opposition aux « droits personnels », sont les éléments juridiques qui assurent le mieux la sécurité de l'occupation foncière et immobilière.

La constitution du Sénégal, en ses articles 8 et 15, garantit à tous les citoyens le droit de propriété et spécifie qu'il ne peut y être porté atteinte que dans les cas de nécessité publique légalement constatée, sous réserve d'une juste et préalable indemnité.

L'homme et la femme ont, de manière équitable, le droit d'accéder à la possession et à la propriété de la terre, dans des conditions qui sont déterminées par la loi.

Le sol sénégalais, appartient à 95% au domaine national, qui par nature, n'est pas susceptible d'appropriation privée. L'occupant du domaine national dispose d'un droit d'usage et son éviction peut intervenir pour cause d'utilité publique ou d'intérêt général légalement déclaré, après indemnisation pour les impenses réalisées ou en guise de sanction.

Les trois textes de lois suivants régissent l'essentiel du régime foncier au Sénégal:

- Le code du domaine de l'État (loi 76-66 du 2 juillet 1976): L'exercice du droit de préemption reconnu par l'État en application de l'article 22 du code du domaine de l'État, permet à la puissance publique de se substituer rétroactivement à l'acquéreur d'un immeuble, moyennant le remboursement du prix et les charges augmentatives du prix ainsi que les frais d'acte. La préemption instituée comme un mode normal de constitution du domaine de l'État est une limitation du droit du propriétaire à disposer librement de son immeuble. De même, l'acquéreur d'un immeuble est dans une situation incertaine tant que le délai d'exercice du droit de préemption n'est pas expiré. Une autre préemption, celle là d'ordre fiscal, est prévue par le code général des impôts pour sanctionner la dissimulation du prix de vente d'un immeuble ou d'un droit réel immobilier.

- La loi 76-67 du 2 juillet 1976 relative à l'expropriation pour cause d'utilité publique et aux autres opérations foncières d'utilité publique: elle est conçue pour circonscrire l'expropriation, c'est -à-dire l'acquisition forcée dans un cadre juridique garantissant les atteintes portées à la propriété privée. L'emploi de cette procédure nécessite l'existence d'un projet déclaré d'utilité publique et le paiement d'une juste et préalable indemnité, ainsi que l'intervention du juge considéré comme le garant de la propriété privée, en cas de désaccord entre l'État expropriant et le propriétaire exproprié.

- Les contraintes découlant du code de l'urbanisme (Loi N° 88-05 du 20-06-1988): D'autres contraintes découlent du code de l'urbanisme qui détermine les règles d'organisation de l'espace et d'utilisation du sol: la parcelle viabilisée et le logement décent ont un coût pas souvent compatible avec les revenus faibles des ménages.

SITUATION DES QUARTIERS IRRÉGULIERS DES VILLES CAPITALES RÉGIONALES DU SÉNÉGAL

| VILLES | POURCENTAGE PAR RAPPORT À LA SUPERFICIE |
|-------------|---|
| Dakar | 35% |
| Thiès | 40% |
| Saint-Louis | 30% |
| Kaolack | 25% |
| Louga | 10% |
| Diourbel | 15% |
| Ziguinchor | 25% |
| Tambacounda | 20% |
| Kolda | 15% |
| Fatick | 10% |
| Matam | 10% |

Source : MHC, ONU-HABITAT. Étude sur la sécurité foncière et immobilière et la bonne gouvernance. 2004

PRIORITÉS

- Financement de l'habitat.
- Généralisation de la restructuration.
- Aménagement des extensions urbaines.
- Préciser les limites entre communes et communautés rurales.
- Réforme foncière.
- Organisation du marché de la location.
- Respecter les prérogatives dévolues aux collectivités locales.
- Adapter le code de l'urbanisme au contexte actuel de la décentralisation et prendre les décrets d'application subséquents.
- Favoriser le partenariat public et privé.

| | |
|----------------------|---|
| BIDON-VILLES N° 1 | Projet proposé |
| | Élaboration d'une stratégie nationale de restructuration et de régularisation |

| | |
|----------------------|---|
| BIDON-VILLES N° 2 | Projet proposé |
| | Extension du programme national d'aménagement de la ZAC |

| | |
|----------------------|---|
| BIDON-VILLES N° 3 | Projet proposé |
| | Élaboration de documents de planification stratégique des communes (capitales régionales) |

| | |
|----------------------|--|
| BIDON-VILLES N° 4 | Projet proposé |
| | Programme d'information et de communication (norme de construction, lois, procédure) |

ÉMANCIPATION

Les femmes ont toujours joué un rôle économique, comme en témoigne la place prépondérante qu'elles occupent dans le secteur informel de l'économie urbaine et dans une moindre mesure, dans les emplois salariés. Mais il est reconnu qu'il est plus difficile pour elles d'accéder à un emploi bien rémunéré et les professions qu'elles occupent, généralement très peu payées, sont bien souvent obtenues au prix de harcèlement sexuel.

Source: PNUD 2000

Ces 12 dernières années, il a été cependant noté une légère progression de la présence des femmes sur le marché de l'emploi à Dakar (35% en 1989 contre 37% en 2001). En ce qui concerne les plus jeunes, la part de celles qui ne sont pas scolarisées a baissé, passant de 42% en 1989 à 28% en 2001, cette progression concerne tous les niveaux scolaires. Les femmes de 30 à 59 ans ayant suivi des études secondaires ou supérieures sont plus présentes sur le marché du travail, toutefois, 46% seulement d'entre elles possédaient un emploi censé correspondre à leur formation. De manière générale, les femmes sénégalaises qui travaillent, évoluent essentiellement dans le secteur informel non structuré. Ce secteur est en effet composé d'environ 60% de femmes.

L'un des faits saillants de l'évolution des structures familiales, plus particulièrement à Dakar, réside dans l'augmentation du nombre de ménages dirigés par les femmes (27% en milieu urbain contre 14% en milieu rural.). Cette évolution est souvent présentée comme un signe d'autonomisation des femmes mais il n'en est rien. En réalité, cet état de fait n'est pas la conséquence des revendications d'autonomisation des femmes, c'est une situation subie. Près du tiers de ces femmes est marié, dont la moitié dans un régime matrimonial polygame, elles ne résident simplement pas avec leur conjoint. Ce statut de femme chef de ménage est en réalité l'expression d'une nouvelle forme de polygamie urbaine marquée par l'éclatement géographique des coépouses. D'autre part, la plupart de ces femmes chef de famille sont veuves (48%), les femmes divorcées restant minoritaires (12%) et en définitive, moins de 4% d'entre-elles sont célibataires. Ces célibataires sont généralement de jeunes immigrés travaillant comme domestiques et partageant une chambre.

Parmi les femmes chefs de ménages qui travaillent, 3% seulement sont cadres, 11,5% occupent des emplois qualifiés et 12,5% sont des employés subalternes. La très grande majorité exerce un travail dans le secteur informel, notamment dans le petit commerce (57%) (13% pour l'artisanat).

Sources: EDS (Enquête Démographique et Santé);
EDMC (Enquête sur les Dépenses des Ménages de la Capitale);
ESAM (Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages)

On peut enfin ajouter que la représentation féminine dans les lieux de pouvoir, même s'il reste encore beaucoup à faire, a connu également une certaine amélioration. Le fait d'avoir nommé une femme à la tête du gouvernement, au-delà de sa haute portée symbolique, traduit un changement radical des mentalités car il démontre qu'une femme peut remplir les plus importantes fonctions dans les pays.

LA VIOLENCE À L'ENCONTRE DES FEMMES

Les violences contre les femmes sont devenues un fait courant dans les quartiers pauvres et dans les familles démunies des centres urbains en particulier. Ces violences à l'encontre des femmes sont le fait soit des enfants en perte de repères (bien souvent leurs propres enfants) soit d'un mari.

La position qu'elles occupent dans la société peut être également considérée comme une forme de violence. En effet, les femmes employées à des postes subalternes ou comme journalières dans des usines (de transformation de poisson notamment) sont le plus souvent exploitées, subissant très souvent l'autorité de leur supérieur ou les brimades de collègues masculins. A cela, il faut enfin ajouter le statut de prostituée, totalement méprisé par la société et qui expose les femmes aux agresseurs qui écument les rues de Dakar.

CADRE INSTITUTIONNEL ET ÉLABORATION DES POLITIQUES

Depuis 1960, le gouvernement du Sénégal a progressivement inscrit la promotion féminine parmi ses actions prioritaires et mis en place un certain nombre de mécanismes institutionnels visant à améliorer le statut social et les conditions de vie des femmes. Ce processus a conduit à la création, en 2001, du Ministère de la Famille et de la Petite Enfance (MFPE), (devenu aujourd'hui Ministère de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale (MFDSSN)) chargé entre autres, de la promotion féminine.

En milieu urbain de manière spécifique, le cadre institutionnel est surtout caractérisé par l'intervention massive des ONG locales et internationales et des associations de femmes (Groupements de promotions féminines, associations par classe d'âge plus connues sous le vocable de « mbootay », associations religieuses ou « Dahiras », etc.), elles jouent un rôle déterminant en permettant aux femmes de promouvoir et développer leurs potentialités.

Ainsi, parmi les principales organisations féminines et celles de la société civile intervenant pour la promotion du genre en milieu urbain, figurent:

- La Fédération des Associations Féminines du Sénégal (FAFS) créée en 1977 pour promouvoir la place de la femme dans la société sénégalaise, elle intervient sur l'étendue du territoire dans les domaines de la santé, de l'environnement et du crédit.
- Le Conseil Sénégalais des Femmes (COSEF) a vu le jour le 11 mars 1995, il intervient également sur l'étendue du territoire et vise essentiellement la promotion de la femme sénégalaise par le développement et le renforcement du leadership et la lutte contre toute forme de discrimination.
- Le réseau « Siggil Jigee » regroupe plusieurs associations actives dans le domaine de la promotion féminine, notamment en milieu urbain et dont les activités dépassent le cadre sénégalais pour s'étendre à une échelle régionale.

Comme le MFDSSN et les organisations féminines, les femmes sont elles-mêmes soumises à l'impératif d'assurer leur survie et celle de leur famille dans un même contexte de restriction

budgetaire, de désengagement de l'État, d'appauvrissement croissant et de féminisation de la pauvreté. En dépit des avancées partielles au niveau de la position sociale de certaines femmes, le bilan de plus de quatre décennies de promotion féminine ne permet pas d'affirmer que les politiques et actions entreprises aient eu une influence significative sur les facteurs qui déterminent le statut social et les conditions de vie des femmes sénégalaises. Le statut social de la femme sénégalaise demeure largement influencé par son rôle de mère. Sa participation à la production est désormais reconnue mais son identification en tant que bénéficiaire dans le processus global du développement demeure encore timide.

SENSIBILISATION, AUTONOMISATION ET RESPONSABILISATION

Au Sénégal, les politiques de promotion des femmes initiées par l'État ont été dirigées, en priorité, vers les femmes du monde rural, dans le cadre de leurs activités agricoles, d'élevage, et de pêche. En milieu urbain, à partir de leurs associations traditionnelles, les femmes se sont regroupées autour d'activités économiques telles que le maraîchage, la teinture, le séchage de poisson ou le petit commerce. Pour financer leurs activités, elles ont eu recours à l'épargne rotative (tontine) et ont cherché à renforcer leurs compétences grâce à des cours d'alphabétisation fonctionnelle. Mais de tels groupements, limités par leur petite taille, le manque d'accès au crédit, à la terre ou à des marchés importants, ne permettent pas véritablement aux femmes d'améliorer leurs conditions de vie.

Par ailleurs, pour lutter contre la féminisation de la pauvreté, le chef de l'État a décidé de créer le Centre National d'Assistance et de Formation pour la Femme (CENAF), qui sera financé à hauteur d'1 milliard de francs CFA par la République de Chine-Taïwan. Le gouvernement complètera le financement sur ses fonds propres. Des séminaires régionaux d'information sur le CENAF et ses démembrements départementaux, les Centres Départementaux d'Assistance et de Formation pour la Femme (CEDAF) ont été lancés au mois de novembre 2004 par le ministre de la famille, du développement social et de la solidarité nationale. Le rôle essentiel du CENAF est de «poser les jalons de la promotion de la femme sénégalaise». L'amélioration du statut social et sanitaire de la femme et des conditions de vie des familles constitue, entre autres, l'une des priorités de ce projet. L'objectif est de porter à la connaissance des femmes des informations de nature juridique, sanitaire, sociale afin qu'elles accèdent à de nouvelles activités économiques et obtiennent leur autonomie. Future «maison des femmes», d'après les termes du chef de l'État, ce lieu devrait être un «cadre et un espace de communication, d'assistance et de partage d'expériences, ainsi qu'un laboratoire de renforcement multidimensionnel de la femme». Ces centres devront également permettre aux femmes de bénéficier du concours d'experts pour faire face aux violences dont elles sont victimes.

Jusqu'au début des années 1990, les stratégies nationales de promotion féminine reposaient essentiellement sur la perspective de l'Intégration des Femmes au Développement (IFD). C'est dans le cadre de la préparation des conférences de Dakar et de Pékin que le ministère a adopté l'approche «Genre et Dévelop-

pement» (GED). Cette option a été nettement énoncée dans le deuxième Plan National d'Action de la Femme Sénégalaise (PANAF) qui couvrait, en principe, la période 1997-2001.

Le PANAF a retenu parmi ses axes stratégiques devant permettre la pleine et entière participation des sénégalaises et des sénégalais au développement:

- L'amélioration du statut juridique et du pouvoir de décision des femmes.
- L'amélioration du niveau d'éducation et de formation des femmes et des filles.
- L'amélioration de la santé des femmes et des filles (gynécologie).
- La promotion économique des femmes et la lutte contre la pauvreté.
- Le renforcement institutionnel de prise en charge de la promotion de la femme.

Pour atteindre ces objectifs, le Sénégal se propose de mettre en place un certain nombre de dispositifs, notamment un observatoire des droits de la femme et un collectif des femmes parlementaires.

En 2001-2002, la nomination d'une femme au poste de premier ministre et d'une autre pour représenter le pays au sein du comité directeur du NEPAD (Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique) a été considéré comme un progrès notable dans la promotion des femmes dans les instances de prise de décision. Cette volonté politique s'affirme également à travers l'effectif de femmes ministres qui oscille entre 8 et 7 en fonction des équipes gouvernementales (ce qui représente une moyenne de 25%).

Les violences exercées sur les femmes sont à la fois une cause et une conséquence du taux croissant de l'infection par le virus du SIDA; une cause parce que les viols et les agressions sexuels représentent les principaux facteurs de risque pour la transmission du SIDA. Elles sont une conséquence en ce sens que les études démontrent que les femmes séropositives sont davantage exposées à toute sorte de violence, à la discrimination et à la stigmatisation. Dans certains milieux en effet, l'impossibilité pour la femme de dire non est un vecteur de transmission de la maladie.

| | |
|--------------------------------------|---|
| ÉQUITÉ ENTRE LES SEXES N° 1 | Projet proposé |
| | Mise en place de mutuelles de crédits aux taux de remboursement préférentiels pour les femmes |
| ÉQUITÉ ENTRE LES SEXES N° 2 | Projet proposé |
| | Revue et application des textes de lois |
| ÉQUITÉ ENTRE LES SEXES N° 3 | Projet proposé |
| | Renforcement de la participation des femmes dans les instances de décision |

ACCÈS À L'EAU POTABLE

Les ressources en eau potable du Sénégal proviennent de l'exploitation des eaux continentales du pays qui fait partie intégrante de la politique hydraulique nationale.

Au Sénégal, l'accès à l'eau potable est très inégal et les populations rurales et pauvres sont le plus éprouvées par cette situation. Avec 28 litres par habitant et par jour, d'importants efforts restent à faire dans ce secteur pour atteindre la norme de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) qui est de 35 litres d'eau par habitant et par jour.

Les villes sont raccordées sur le réseau de la SDE (Sénégalaise Des Eaux), alimenté en grande partie par le captage des aquifères et des eaux de surface. Le problème de l'eau se pose en terme de quantité et de qualité. Même dans les enveloppes périurbaines des grandes agglomérations, les populations se ravitaillent en majorité dans les puits. En effet, les résultats de l'enquête MICS (Multiple Indicators Cluster Survey: Enquête par Grappe à Indicateurs) en 2000, ont montré que 47,7% de la population en milieu urbain s'alimentent à partir des canaris traditionnels (vase à eau en terre cuite) où est stockée l'eau destinée à la consommation humaine. Seules les villes connectées à la conduite de l'usine de Nginth (Lac de Guiers) bénéficient d'un système de traitement adéquat.

En milieu urbain, une amélioration de l'accès à l'eau potable est cependant observée depuis 1999, surtout dans la région de Dakar, avec le Projet Sectoriel Eau (PSE). Cette région connaît toutefois elle aussi un déficit en eau (évalué à 30 000 m³) dont la gravité est encore plus marquée dans la zone de Pikine et ses prolongements, où le problème de la qualité physico-chimique de l'eau continue de se poser.

De manière globale, le taux de desserte des populations urbaines est de 77%. Les résultats du QUID (Questionnaire Unifié des Indicateurs de Développement) en 2001 montrent que plus de 87,9% des ménages interrogés font moins de 15 minutes de trajet pour accéder à l'eau potable. Ces résultats sont confirmés par l'EPPS (Enquête auprès des ménages sur la Perception de la Pauvreté au Sénégal) en 2001, qui révèle un taux d'accessibilité à l'eau potable (moins d'un km) de 95,6%.

En milieu périurbain, les populations pauvres s'approvisionnent majoritairement aux bornes fontaines et payent l'eau trois à quatre fois plus cher que les ménages disposant de branchements privés à domicile.

Concernant de manière spécifique l'hydraulique urbaine, le gouvernement poursuit la réalisation d'un Projet Sectoriel Eau à Long Terme (PSELT) en vue d'atteindre l'objectif d'un accès à l'eau potable de 95% en 2010.

ASSAINISSEMENT

Le secteur de l'assainissement liquide est géré par l'ONAS (Office National de l'Assainissement du Sénégal), qui est sous la tutelle du Ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Hydraulique (MMEH).

L'évacuation des eaux usées est à l'origine de la dégradation de l'environnement mais aussi de graves problèmes de santé pour les populations. D'après le rapport 2001 du PNUD sur le développement humain au Sénégal, les risques liés à l'environnement et à la santé des habitations urbaines et rurales proviennent, en majorité, de l'insuffisance des infrastructures (canalisations et autres), de l'état de l'assainissement et des pratiques d'hygiène qui lui sont associées. L'ensemble du pays souffre d'une insuffisance d'installations sanitaires, notamment en milieu rural et d'un système d'assainissement de type collectif (inexistant). Seules 13% des populations urbaines sont raccordées au réseau d'égout, tandis que 46% utilisent des fosses et 38% ne disposent d'aucun système d'évacuation des eaux usées.

Dans la plupart des villes, les habitants des nouveaux quartiers évacuent leurs eaux usées dans les fosses septiques, sur la voie publique et parfois dans les cours d'eau. Les risques liés au péril fécal se renforcent au fur et à mesure de l'extension de certaines unités urbaines, surtout dans les zones d'habitat spontané. Cette situation est aggravée du fait que très peu de fosses septiques sont raccordées à l'égout (7,3% seulement). Dans la région de Dakar, la moyenne est de 24,7%, mais il existe de grandes disparités entre Dakar (47,2%) et les départements de Rufisque et de Pikine (respectivement 4,5 et 4,0%). Cinq villes seulement disposent d'un système d'égouts et d'évacuation, celui-ci ne couvre évidemment pas la totalité de leur périmètre. Par ailleurs, les réseaux d'assainissement pour ces villes, comme pour toutes les autres, sont pour la plupart, totalement obsolètes. Le rythme d'investissement en matière d'assainissement urbain au Sénégal n'a en effet guère suivi la courbe de croissance de la population (les réseaux datent pour la majeure partie d'entre eux, de l'époque coloniale). Dans ce contexte, le phénomène des inondations devient un problème majeur, en particulier, dans certains quartiers, souvent les plus pauvres, localisés sur les sites insalubres et marécageux et sur d'anciens lits de cours d'eau. Ces zones sont inondées une partie de l'année et les eaux stagnantes favorisent la prolifération des moustiques et des germes de maladies hydriques. Dans certaines localités urbaines et rurales, les insuffisances



en terme d'infrastructure, ont des conséquences directes sur la potabilité de l'eau, les déficiences du système de la fosse septique sont à l'origine de contamination de la nappe phréatique, au grand dam des populations locales.

Dakar et sa banlieue représentent une source importante d'eaux usées et de déchets solides. Le rejet incontrôlé des eaux usées et des ordures et l'inefficacité du drainage des eaux de surface posent de sérieux problèmes puisque seulement 20% des eaux usées collectées sont traitées par la station de Cambérène, le reste étant directement déversé en mer ou dans la nature, avec les conséquences que l'on sait sur l'environnement et sur la santé des populations.

A moyen et long termes, il est retenu de relever, en milieu rural comme en milieu urbain, le taux de desserte en réseau d'assainissement et d'accès aux services offerts pour améliorer le cadre de vie des populations. Le taux d'accès à l'assainissement urbain, qui est de 37% de manière globale, devrait être doublé pour Dakar et sa périphérie. Un projet d'assainissement et de promotion de l'hygiène sanitaire couvrant 150 localités se donne pour objectif de promouvoir, par une opération pilote, le développement de l'assainissement en milieu rural. Un vaste programme de 100 000 branchements sociaux à l'égout a déjà été initié par le gouvernement, avec le concours de la Banque mondiale et l'appui de l'ONAS pour pallier la déficience du système d'évacuation des eaux usées. La composante urbaine de ce programme est d'un coût global de 32 millions US\$ et comprend l'augmentation du nombre de branchements de 19 centres urbains secondaires (République du Sénégal, Sommet de Johannesburg 2002).

DÉCHETS SOLIDES

Le ramassage des ordures est dévolu à l'État par l'intermédiaire des communes. Son efficacité dépend pour une large part de la voirie et du degré d'urbanisation des quartiers, des problèmes de gestion et des ressources disponibles. D'ailleurs pour accomplir cette tâche, les communes ne disposent que de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM). Cette ressource se révèle insuffisante compte tenu de son caractère forfaitaire et de la faiblesse du taux de recouvrement (En matière de collecte et d'évacuation des ordures ménagères, 21,4% des ménages bénéficient d'un ramassage public ou privé avec un taux de 46,9% en milieu urbain et 2,1% en milieu rural).

Si d'importants travaux d'infrastructures ne sont pas réalisés dans les années à venir, la situation écologique du Sénégal risque de se détériorer rapidement, sous l'effet de la poussée démographique. D'ici 2020, le pays comptera 16 millions d'habitants, dont près de 5 millions concentrés dans la région de Dakar où les infrastructures de gestion des déchets sont déjà très insuffisantes (les tonnages des ordures collectées en 1998 étaient de 880 tonnes/jour, soit 321 200 tonnes/an, 457 000 tonnes/an pour l'année 2001, on note donc un accroissement de 135 000 tonnes en 3 ans, soit un taux annuel de 14%).



Les sacs en plastique forment une grande partie de ces déchets. Ils sont jetés dans les rues ou en pleine nature, causent la disparition de certaines plantes, la mort des animaux qui les ingèrent et défigurent le paysage.

D'une manière générale, les autorités sénégalaises sont conscientes des différents problèmes liés à l'environnement, mais les moyens de financement font trop souvent défaut. Faute d'une bonne planification, elles ne peuvent pas non plus faire face au fléau que constituent les décharges sauvages. Cette situation favorise l'augmentation des risques d'insalubrité et menace l'hygiène et la santé publiques.

Déchets industriels

Les déchets industriels constituent une menace réelle en milieu urbain, notamment à Dakar, Rufisque, Thiès où sont localisées la majeure partie des unités industrielles.

Le retraitement des déchets industriels est peu pratiqué au Sénégal, et très rares sont les entreprises qui se préoccupent de traiter leurs rejets pour la simple et bonne raison qu'il n'existe aucune réglementation dans le domaine. Une fois la collecte effectuée, les déchets sont dirigés vers la décharge de Mbeubeuss où ils sont, à quelques exceptions près, soit brûlés, soit enfouis. Les déchets de poisson sont retraités pour être transformés en aliment pour bétail. Seule une infime partie des huiles de vidange est collectée sur tout l'ensemble du territoire, le reste étant enfoui dans cette même décharge. Certains déchets plastiques sont acheminés vers l'entreprise Transtech qui les recycle pour produire des seaux, des fosses d'assainissement autonomes ou des réservoirs. Enfin, les déchets à base de ciment sont quant à eux, éparpillés dans la nature.

Déchets biomédicaux

Ils posent un sérieux problème au Sénégal car ils constituent un risque certain pour la santé des populations et pour l'environnement. Le Sénégal produit annuellement 1 424 tonnes de déchets biomédicaux, provenant essentiellement des structures hospitalières de la région de Dakar. Les déchets infectieux représentent 68% de l'ensemble des déchets produits par les structures sanitaires contre 27% de déchets généraux.

Les déchets issus du système de santé ne sont pas adéquatement pris en charge par les structures sanitaires qui selon la réglementation ont la responsabilité de leur collecte, de leur transport et de leur élimination. Seul l'hôpital principal à Dakar dispose d'un incinérateur adéquat (température élevée, système de traitement des fumées et des poussières) et en état de marche.

En définitive, la plupart des déchets dangereux finissent par emprunter la même filière que les ordures ménagères. En effet, le mode de gestion généralement adopté consiste à enfouir ces déchets, à les rejeter directement en mer ou encore, à les mélanger avec les ordures ménagères pour être déversés dans des décharges publiques où ils seront stockés à l'air libre.

CIRCULATION URBAINE ET INFRASTRUCTURES ROUTIÈRES

Au Sénégal, le secteur des transports comprend les transports routiers, ferroviaire, fluvio-maritime et aérien.

En ce qui concerne spécifiquement le transport urbain, celui-ci n'est organisé que dans très peu de villes. A Dakar où l'activité économique et la taille de la population rendent nécessaire un système de transport assez développé, les déplacements collectifs sont assurés par des opérateurs privés (cars «rapides», taxis urbains et taxis banlieue) et un opérateur public (la société Dakar Dem Dikk qui a remplacé, au lendemain de l'alternance politique, la société des transports en commun du Cap-Vert - SOTRAC). Pour ce qui concerne l'agglomération dakaroise, la part des cars rapides dans les transports s'accroît de façon continue. Il faut aussi noter la part importante qu'occupent désormais les «taxis clandos» dans le transport des Dakarais. L'explosion du secteur informel dans le domaine des transports publics, s'explique par l'insuffisance de bus que la société Dakar Dem Dikk a mis en circulation dans la ville. Les difficultés liées aux insuffisances de la structure urbaine (voirie réduite, etc.) constituent des contraintes majeures au développement dudit domaine. Il faut par ailleurs indiquer qu'il existe à Dakar, un parc relativement important de véhicules particuliers, ce qui n'est pas sans poser un problème de pollution et de nuisance pour l'environnement.

Dans les capitales régionales, coexistent en général des taxis collectifs, des cars et des calèches. La ville de Kaolack se singularise avec la circulation massive de vélomoteurs taxis.

Dans les autres centres urbains de l'intérieur, on note une prédominance des calèches comme moyens de déplacement. En dehors de ces moyens motorisés ou tractés, la marche occupe une place centrale dans l'ensemble des déplacements. Cependant, ce mode n'est pas suffisamment pris en compte dans les politiques de transports urbains.

En ce qui concerne le financement du secteur routier, pour le moment, leur entretien relève exclusivement de l'État. L'entretien courant est financé principalement par le fonds routier dont les crédits, alloués par l'État, sont passés de 4,5 milliards en 1993, à 13 milliards francs CFA en 1998 et 15 milliards en 1999.



Depuis 1998, à l'aide de méthodes d'évaluation des coûts des dommages, il a été possible de mesurer les charges externes des dysfonctionnements dans les transports urbains et la pollution de l'air, qui coûteraient annuellement au Sénégal 4,6% de son PIB. Ces dysfonctionnements ont pour noms problèmes de sécurité routière (décès, blessures, dégâts matériels) pour 0,1%, encombrement et embouteillages pour 1,7% et pollution de l'air pour 2,7%. Ainsi, les coûts de tels dysfonctionnements représentaient en 1998 une estimation de 108 milliards de francs CFA dont 63 milliards de pollution de l'air. L'impact de la pollution sur la population dakaroise se traduit par 2 100 000 personnes affectées par les deux polluants (PM 10 et Pb).

LES TÉLÉCOMMUNICATIONS

Les télécommunications constituent au Sénégal un secteur important et en pleine croissance. Le chiffre d'affaires des télécommunications représente aujourd'hui près de 6% de l'économie sénégalaise, soit 230 milliards de francs CFA, avec une croissance annuelle moyenne de 18% sur les 5 dernières années. La contribution des télécommunications dans le secteur tertiaire avoisine les 10%, les investissements dépassent 300 milliards de francs CFA et le secteur aurait créé plus de 18 000 emplois entre 1998 et 2002. Le secteur des télécommunications est incontestablement le plus dynamique du tertiaire.



Le Sénégal dispose dans le secteur des télécommunications d'infrastructures modernes: un réseau téléphonique numérisé à 100% ainsi qu'un réseau IP (Internet Protocole) qui couvre la majeure partie du pays. Le Sénégal comptait environ 230 000 lignes téléphoniques fixes en fin 2003. Mais ces dernières années ont surtout été marquées par la progression fulgurante de la téléphonie mobile dont le parc a dépassé en

2001 celui du réseau fixe, il compte aujourd'hui plus de 800 000 abonnés.

Le réseau internet se développe également. Le nombre croissant d'utilisateurs Internet (150 000 soit 1,46% de la population) s'explique par la multiplication des cybercafés dans les villes, mais également par l'arrivée en mars 2003, de l'ADSL.

ÉNERGIE

La stratégie du gouvernement dans le sous-secteur de l'électricité conventionnelle s'oriente vers la promotion de la concurrence et de la participation du secteur privé dans les activités de production, de transport, de distribution et de vente d'énergie électrique. Par ailleurs, il a été décidé un recentrage de l'action des pouvoirs publics sur le rôle d'orientation et d'arbitrage plutôt que sur l'intervention directe de l'État comme opérateur privé.

Pour ce qui est des Énergies Nouvelles et Renouvelables (ENR), le gouvernement a mis en place un environnement institutionnel, législatif et réglementaire qui vise l'émergence et l'implication d'un secteur privé dynamique et professionnalisé à tous les segments de la filière (commercialisation, installations, entretien et maintenance). Le développement de systèmes éoliens pour l'exhaure de l'eau et des plates-formes de production de biogaz est également encouragé.

Cependant, eu égard à la faible part des ENR dans le bilan énergétique national (moins de 2%), des efforts restent à faire quand on sait que pas plus de 8% des ménages ruraux sont électrifiés contre 60% en milieu urbain (environ 500 localités seulement sur les 14 000 que compte le pays possèdent l'électricité pour la plupart par voie conventionnelle). En outre, il convient de noter que l'utilisation des ENR a des impacts très positifs en terme de préservation de l'environnement mais aussi et surtout de lutte contre la pauvreté.

| | |
|---|---------------------|
| Ressources en eau potable par personne en 2002 | 3937 m ³ |
| Émissions de CO2 (tonne métrique par personne) en 1999 | 0,4 |
| Énergie utilisée par personne (kg d'équivalent pétrole) en 1999 | 318,5 |
| Électricité utilisée par personne (kWh) en 1999 | 114,5 |
| Population ayant un accès régulier à des points d'eau aménagés dans les villes en 2000 | 92% |
| Population ayant un accès régulier à des points d'eau aménagés dans les campagnes en 2000 | 65% |
| Population urbaine utilisant des installations sanitaires améliorées en 2000 | 94% |
| Valeur de l'indicateur du développement humain (IDH) pour le Sénégal en 2001 | 0,430 |
| Valeur de l'indicateur de la pauvreté humaine (IPH-1) pour le Sénégal | 44,5% |

Sources: The World Bank Group, August 2004. World Development Indicators Database. op. cit. PNUD, 2003. Rapport mondial sur le développement humain.

SERVICES DE SANTÉ

Le Sénégal a compris très tôt l'importance du secteur de la santé dans l'activité économique. Le pays a réaffirmé cette volonté notamment par l'article 14 de la constitution (qui stipule que "l'État et les collectivités publiques ont le devoir social de veiller à la santé physique, morale et mentale de la famille") et par la ratification des textes internationaux tels que la déclaration universelle des droits de l'Homme, la charte de l'OUA et la convention des droits de l'enfant.

En ce qui concerne les financements du secteur de la santé au Sénégal, ils proviennent principalement de l'État (53%) et de l'aide extérieure (30%) (6% des collectivités locales et 11 % des populations).

Le secteur de la santé se caractérise par une insuffisance notable d'infrastructures sanitaires et sociales et de prestation de services. Le personnel de santé très insuffisant, est de plus en plus mal réparti sur le territoire national, car peu motivé à exercer ses activités dans des zones rurales pauvres et reculées où les moyens d'évacuation sont par ailleurs limités. L'Enquête Sénégalaise sur les Indicateurs de Santé (ESIS) effectuée en 1999 a permis de dénombrer au Sénégal: 810 postes de santé, 53 centres de santé et 17 hôpitaux. A cela s'ajoutent les structures privées comme les cabinets médicaux, les structures religieuses de santé, les infirmeries et cliniques privées qui se trouvent essentiellement dans les régions de Dakar et de Thiès. Le rayon d'accès à un poste de santé est en moyenne de 9,3 km pour l'ensemble du pays. Mais cette moyenne cache d'importantes disparités régionales: le rayon moyen d'accès passe de 1,5 km à Dakar à 15,5 km à Tambacounda. En 1999, en terme de couverture passive, le Sénégal possédait 1 poste de santé pour 11 500 habitants, 1 centre de santé pour 175 000 habitants et 1 hôpital pour 545 800 habitants, (l'OMS préconise 1 poste de santé pour 10 000 habitants, 1 centre de santé pour 50 000 habitants et 1 hôpital pour 150 000 habitants). En 1999 toujours, le Sénégal comptait selon la division des statistiques et de la documentation, direction des études, de la recherche et de la formation et le ministère de la santé: 1 médecin pour 17 000 habitants (2 à 3 fois plus pour la région de Dakar), 1 infirmier pour 8 700 habitants et 1 sage femme pour 4 600 femmes en âge de reproduire (FAR) (l'OMS préconise 1 médecin pour 5000 à 10 000 habitants, 1 infirmier pour 3000 habitants et 1 sage femme pour 3000 femmes en âge de faire des enfants). Une proportion de 50,4% (EPPS, 2001) des ménages ont accès à un dispensaire (moins d'1 km). Cette moyenne cache toutefois des disparités entre les régions. Ainsi, celles de Diourbel, Fatick et Louga sont respectivement de 22,5%, 35,3% et 35,6%. Par ailleurs, seuls 39% des ménages ont un accès à une maternité et 31,8% à une case de santé. Ces faibles résultats sont également confirmés par les données du QUID (2001) où le taux d'accessibilité aux services médicaux (moins de 30 mn) est estimé à 57,6% avec un niveau de satisfaction de 59,4% (sur 100 000 femmes qui donnent naissance à un enfant au Sénégal, 510 meurent contre 450 en zone urbaine, 950 en zone rurale).

Le paludisme constitue encore un problème de santé majeure: c'est la première cause de mortalité et de morbidité avec presque 25% des cas déclarés dans les formations sanitaires, en particulier chez les femmes enceintes et les enfants. L'infection VIH/SIDA progresse malgré une faible préva-

lence. Les cas déclarés ne reflètent pas la réalité de l'épidémie. A la fin de l'année 2002, le nombre de personnes vivant avec le VIH/SIDA est estimé à 80 000 dont 77 000 adultes, (90% d'entre eux ignorent leur maladie). Le niveau de prévalence au sein de la population âgée de 15 à 49 ans (considérée comme sexuellement active) est estimé à 1,4%.

La malnutrition des enfants de moins de 5 ans continue d'être un problème de santé publique. En 2001, presque un enfant sur 5 souffrait d'insuffisance pondérale et 9,2% présentaient une sous-nutrition chronique ou émaciation. Le taux de mortalité infantile se situe à 58 ‰ (La prévalence de la diarrhée demeure assez élevée chez les enfants puisqu'elle touche 26% des enfants âgés de moins de 5 ans.). Le taux de mortalité infanto-juvénile situé à 113‰ présente lui aussi de fortes disparités entre les régions.

QUID (Questionnaire Unifié des Indicateurs de Développement), 2001

La couverture vaccinale contre les principales maladies de l'enfance reste insuffisante malgré les efforts constants qui ont été réalisés dans le cadre du programme élargi de vaccination (PEV). Seuls 42% des enfants âgés de 12 à 23 mois ont reçu tous les vaccins et 31% avant leur premier anniversaire.

MICS (Multiple Indicators Cluster Survey: Enquête par Grappe à Indicateurs - 2000).



ÉDUCATION

Les objectifs du gouvernement dans ce secteur visent l'élargissement de l'accès à l'éducation en vue d'atteindre en l'an 2000 un taux de scolarisation de 75% dans le cycle élémentaire. En outre, l'accent sera mis sur la scolarisation des filles, pour porter son taux à 60% en l'an 2000. Quant à la lutte contre l'analphabétisme, elle devrait permettre de réduire le taux d'au moins 5% d'ici à l'an 2004.

Le secteur de l'éducation et de la formation sont toutefois confrontés à des contraintes résultant de l'augmentation croissante des effectifs et de l'insuffisance des ressources.

Malgré les efforts soutenus de l'État qui ont permis d'améliorer de façon significative les performances du système éducatif, des insuffisances persistent. L'accès à l'éducation reste limité et du

ÉVOLUTION DU TAUX BRUT DE SCOLARISATION ENTRE 1997 ET 2002

| Années | TBS (%) | Garçons (%) | Filles (%) |
|--------|---------|-------------|------------|
| 97/98 | 61,7 | 68,0 | 55,5 |
| 98/99 | 65,5 | 73,1 | 58,1 |
| 99/00 | 68,3 | 73,1 | 63,0 |
| 00/01 | 69,4 | 73,9 | 64,8 |
| 01/02 | 71,6 | 75,6 | 67,6 |

fait de sa mauvaise gestion et de l'absence d'une organisation rationnelle, le rendement et l'efficacité du système scolaire est encore très en deçà des attentes, limitant sérieusement son développement. En effet, le secteur continue d'absorber plus du tiers du budget national et les résultats obtenus ne sont toujours pas à la mesure des attentes: le taux brut de scolarisation (TBS) au niveau élémentaire estimé à 71,6% en 2001/2002, demeure inférieur à la moyenne sous régionale qui est de 75%, tandis que le taux global de scolarisation est estimé à 32%. Il se dégage au niveau de l'éducation des disparités remarquables entre filles et garçons: le taux brut de scolarisation élémentaire des filles est de 67,6%, tandis qu'il est de 75,6% pour les garçons (cf. tableau ci-dessus). L'analphabétisme touche encore plus de la moitié de la population et la situation est particulièrement préoccupante pour les femmes avec un taux d'analphabétisme dépassant 70%, contre 48,9 % pour les hommes. Enfin au plan national, le taux d'accessibilité à l'école primaire (moins d'un kilomètre) s'élève à 80,8%.



LES TALIBÉS

Véritable fléau national, le phénomène des talibés n'a de cesse d'émouvoir la communauté nationale et internationale depuis des années. Les talibés sont des enfants généralement issus de familles musulmanes défavorisées qui les confient à un marabout qui, en échange de leur supposée instruction coranique, du couvert et du logis, leur demande de chercher l'aumône dans la rue quelques heures par semaine. La réalité est toute autre.

Certains marabouts accueillent plusieurs dizaines de très jeunes enfants, parfois à peine âgés de 4 ou 5 ans, les maltraitent, ne les soignent pas et les obligent à mendier 7 jours sur 7, durant toute la journée, voir même la nuit. Le résultat est effarant: des milliers d'enfants en haillons, mal nourris, sales, pied-nus, souvent malades qui courent les rues à la recherche des quelques pièces de monnaie exigées par le marabout. S'il ne remplit pas son contrat, l'enfant s'expose alors à des sévices corporels.

La ville de Dakar compte à elle seule plus de 150 000 enfants des rues, dont 50 000 à 100 000 s'adonnent quotidiennement à la mendicité. En dix ans, le phénomène a quintuplé. Tous ces enfants ne sont pas sénégalais. 21% des enfants qui mendent à Dakar sont d'origine étrangère. Ils arrivent par trains entiers de la sous-région : Guinée, Guinée-Bissau, Burkina Faso, Gambie. Le train Bamako-Dakar regorge de ces enfants, déracinés, marginalisés, qui viennent grossir la foule d'enfants déjà présents. Livrés à eux-mêmes, ils s'adonnent à la petite délinquance et à la drogue (31 % des enfants mendiants sont accrochés à la drogue).

Pourtant une loi de 1973 interdit formellement la mendicité au Sénégal. Dans les faits, la législation n'est pas appliquée. Une " journée du talibé " a été symboliquement décrétée en 1994, et dans le cadre du programme " Enfant en situation particulièrement difficile ", l'UNICEF avait alloué une enveloppe de 3 millions de dollars dans les années quatre-vingt-dix. Le programme est arrêté depuis 1999. Dans les centres d'accueil dakarois les enfants affluent. Les structures sont pourtant nombreuses et les initiatives ne manquent pas mais leur nombre est difficile à évaluer et leur repère introuvable.

CADRE INSTITUTIONNEL

Au Sénégal, beaucoup d'acteurs interviennent dans la gestion de l'environnement urbain.

Au niveau central

Le ministère de l'environnement et de la protection de la nature est chargé de définir et d'appliquer le code de l'environnement (le nouveau date de 2001) dont l'objet est d'établir les principes fondamentaux destinés à gérer, à protéger l'environnement contre toutes les formes de dégradation, afin de valoriser rationnellement l'exploitation des ressources naturelles, de lutter contre les différentes sortes de pollution et nuisances et d'améliorer les conditions de vie des populations dans le respect de l'équilibre de leurs relations avec le milieu ambiant. Par ailleurs, quasiment tous les ministères sectoriels interviennent en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés par la loi par le biais de codes sectoriels notamment: ministères de l'hygiène et de l'assainissement, de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire, de l'intérieur, de la santé publique, de l'équipement, de l'hydraulique, de l'élevage, de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, de l'habitat, de l'économie, de l'éducation, etc. Ces interventions multiples et sectorielles sont d'ailleurs souvent insuffisamment coordonnées et présentent parfois des chevauchements.

Au niveau local

Les municipalités

Elles ont la charge de la gestion de leurs déchets, chaque collectivité n'étant compétente que sur son territoire. Pour la mise en place de systèmes efficaces de gestion de déchets, de nombreuses municipalités sont aidées par les ONG et organismes internationaux de volontariat, ainsi que par des municipalités européennes, via la coopération décentralisée. Suite à la régionalisation, les compétences des communes en matière d'environnement et de protection des ressources naturelles sont devenues les suivantes:

- La délivrance et l'autorisation préalable de toute coupe à l'intérieur du périmètre communal.
- Les opérations de reboisement et la création de bois communaux.
- La perception de la quote-part d'amendes prévues par le code forestier.
- La gestion des déchets, la lutte contre l'insalubrité, les pollutions et les nuisances.
- La protection des ressources en eaux souterraines et superficielles.
- L'élaboration de plans d'action communaux pour l'environnement.

L'Agence pour la propreté de Dakar (APRODAK)

Elle a été créée fin mai 2000 pour mener une politique offensive en matière de collecte des déchets, spécifiquement à Dakar. L'APRODAK travaille également sous la tutelle du ministère de l'environnement. Elle a déjà commencé à restructurer le système de traitement des déchets à Dakar, en partenariat avec l'AGETIP, et mène régulièrement des actions ponctuelles avec des ONG.

L'Office national d'assainissement (ONAS)

L'ONAS est issu de la réforme du secteur de l'eau et de l'assainissement liquide intervenue en février 1996. C'est une société publique qui assure la collecte, l'évacuation et l'épuration des eaux usées. Il gère donc le secteur de l'assainissement liquide, qui est sous la tutelle du ministère des mines, de l'énergie et de l'hydraulique (MMEH).

Agence d'Exécution des Travaux d'Intérêt Public (L'AGETIP)

L'AGETIP agit comme maître d'ouvrage délégué pour des projets de bâtiments publics et d'infrastructures, entre autre dans le secteur de l'environnement. Elle travaille en partenariat avec l'APRODAK comme sous-traitants chargés de la collecte des déchets dans les différentes zones de Dakar (sélection des entreprises, rémunération, allocation du matériel...).

Les ONG

Les expériences des ONG demeurent très actives dans le domaine de la gestion de l'environnement urbain. Elles interviennent aussi bien à Dakar que dans les villes secondaires du pays. Leurs actions portent généralement sur l'amélioration du cadre et des conditions de vie des groupes pauvres. Enda tiers monde dispose d'une expérience suffisamment éprouvée en matière de participation communautaire, son champ d'intervention privilégié restant l'assainissement individuel et la gestion des ordures ménagères.

Les centres universitaires et de recherche

En matière de formation, l'Institut des Sciences de l'Environnement (ISE) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar propose un programme de 3ème cycle qui a permis de développer l'expertise nationale et régionale dans le domaine de la gestion de l'environnement. Aujourd'hui, les travaux de l'ISE portent essentiellement sur la recherche appliquée notamment pour assister les institutions publiques dans la recherche de solutions à des problèmes environnementaux spécifiques : gestion des déchets solides urbains, protection du milieu récepteur marin, lutte contre l'érosion côtière, préservation des écosystèmes naturels, etc.

L'Institut des Sciences de la Terre (érosion physique, pollution atmosphérique par les particules), du laboratoire de physique de l'atmosphère de l'ENSUT, de la faculté des sciences et de l'institut fondamental d'Afrique Noire - Cheikh Anta Diop. Enfin, en matière d'éducation environnementale, un projet est en cours d'élaboration au ministère de l'éducation pour introduire des modules relatifs à ce sujet dans les programmes scolaires.

Les médias jouent un rôle non négligeable en matière de sensibilisation des populations à la protection de l'environnement. Cependant, certains obstacles liés notamment à l'absence de journalistes spécialisés dans le domaine de l'environnement et à la priorité accordée aux problèmes de développement limitent leur portée.

Les acteurs du secteur privé

En novembre 2001 a été signé un contrat de concession pour la gestion de la plus grosse partie des ordures de Dakar avec la société suisse Alcyon SA. Cette société, spécialisée dans la valorisation des déchets, doit gérer l'ensemble de la filière déchets de Dakar, du ramassage au recyclage (seule ou avec des sous-traitants). Dans le cadre de l'appel d'offre de Dakar, elle s'est imposée, en proposant une solution de « valorisation des déchets », quand ses concurrents proposaient des solutions traditionnelles (décharge ou incinération). L'accord porte sur 5 milliards de francs CFA par an pendant 25 ans. Alcyon sera payée à la tonne pour ce qui concerne le traitement, en vendant les sous-produits de la transformation des déchets. Alcyon s'est engagé à financer trois unités de triage compostage (que la Sofresid, filiale de Bouygues, serait invitée à construire) ainsi que du matériel de ramassage (70 bennes tasseuses complétées par un parc de véhicules balayeurs de rues). A terme, la décharge de Mbeubeuss qui accueille les ordures de Dakar depuis les années 70 devrait être fermée et réhabilitée. Les travaux d'Alcyon et son partenaire italien AMA ont démarré en janvier 2002. En ce qui concerne le traitement des déchets, il devrait être effectif dès la fin de la construction des trois usines de retraitement par la Sofresid. Pour financer ces usines, Alcyon a déposé un projet MDP (Mécanisme de développement propre) au niveau du fond pour l'environnement mondial, le système de méthanisation des déchets pouvant ensuite servir à la production d'électricité.



Pour ce qui est des autres acteurs privés, les principales entreprises sur le marché du traitement des déchets sont des sociétés sénégalaises: Ereco, DAP, Senthra, Sotranet, Cika Trans, Santé Khadim et UDE. Une autre société, SRH, s'est lancée dans la collecte des huiles de vidange. Pour l'assainissement et le curage des canaux, la société française SNIC (Société de Nettoyement Industriel et Chimique), la générale des eaux et GTHE travaillent avec l'ONAS (Office National d'Assainissement du Sénégal).

PRIORITÉS

- **Vulgarisation du code et d'autres textes.**
- **Application rigoureuse des textes et amélioration des vides juridiques.**
- **Mise en place d'une police de l'environnement.**
- **Mise en place d'un cadre de coordination et d'échanges des acteurs.**
- **Amélioration de la gestion des déchets.**
- **Amélioration de l'accès à l'eau potable.**

| | |
|----------------------|---|
| ENVIRONNEMENT N°1 | <i>Projet proposé</i> |
| | Vulgarisation du code de l'environnement et des autres textes |
| ENVIRONNEMENT N°2 | <i>Projet proposé</i> |
| | Mise en place d'un cadre de concertation et d'échanges fonctionnel pour la prise en charge des problèmes environnementaux (érosion côtière, gestion des déchets, assainissement, etc.) |
| ENVIRONNEMENT N°3 | <i>Projet proposé</i> |
| | Amélioration du cadre de vie dans certains quartiers (rénovation, restructuration, restauration, etc.) |

CADRE LÉGAL ET ÉLABORATION DES POLITIQUES

Le cadre législatif et réglementaire de l'environnement urbain au Sénégal est essentiellement constitué par les textes de lois qui régissent l'environnement dont le premier est le nouveau code de l'environnement (Loi n° 2001-01 du 15 janvier 2001) et le décret 2001-282 portant application dudit code. Il y a aussi la loi 96 06 du 22 mars 1996 portant code des collectivités locales.

Le code de l'environnement adopté en 2001 introduit de nouvelles dispositions relatives aux projets susceptibles d'entraîner des modifications de l'environnement. C'est ainsi que pour créer une industrie, le promoteur doit être soumis à l'obligation de réaliser, à ses propres frais, une étude d'impact environnementale. Ainsi en son article L 48, le code dispose que désormais « tout projet de développement ou activité susceptible de porter atteinte à l'environnement, de même que les politiques, les plans, les programmes, les études régionales et sectorielles devront faire l'objet d'une évaluation environnementales ». L'article 101 du Code prévoit même des sanctions pénales et une amende de 500 000 à 2 000 000 FCFA à appliquer pour toute personne ayant fait fonctionner une installation ou utilisé un objet mobilier en violation des dispositions de lutte contre la pollution.

Mais entre le texte et son application, le fossé est grand. La non-rétroactivité de certaines dispositions de ce code pose de sérieux problèmes quant au niveau de pollution que produisent certaines industries très vétustes.

Le décret N° 96-1134 du 27 décembre 1996 portant application de la loi sur le transfert des compétences aux collectivités locales (régions, communes et communautés rurales) en matière d'environnement et de gestion des ressources naturelles stipule «les collectivités locales veillent à la protection et à la gestion rationnelle des ressources naturelles et de

l'environnement. Elles suscitent la participation de tous les acteurs dans le strict respect des principes, des orientations politiques, des options techniques et de la réglementation en vigueur». Les compétences de la commune, relatives à la gestion de l'environnement par rapport à cette loi, touchent également la pollution des eaux, les déchets solides, l'exploitation des forêts, la protection de la faune.

Il faut également mentionner les textes de lois spécifiques concernant le traitement des déchets:

- La loi 72-52 du 12 juin 1972 fixe le taux et détermine les modalités d'assiette et de perception de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM). Le taux maximum de la taxe est fixé à 6 % dans la commune de Dakar et 5 % pour les autres communes du Sénégal.
- Le décret 74-338 réglemente l'évacuation et le dépôt des ordures ménagères. L'évacuation des ordures ménagères constitue un des éléments essentiels de la salubrité publique. Le décret envisage de façon précise tous les déchets compris sous la dénomination d'ordures ménagères (détritus, déchets domestiques, papiers, balayures, résidus de toutes sortes déposés dans les récipients industriels et collectifs etc.). Il mentionne aussi les procédés par lesquels les collectivités locales doivent éliminer les ordures (mise en décharge contrôlée, traitement industriel, etc.), et les exigences de mise en œuvre de décharges contrôlées avec les références tenant compte du contexte topographique et de la température.

Parmi les autres codes qui interviennent dans la gestion de l'environnement au Sénégal, en particulier en milieu urbain, on peut citer: le code de l'eau : loi n° 81 – 13 du 4 mars 1981, le code minier: loi n° 88 – 06 du 26 août 1988, les arrêtés sur les études d'impact environnemental, les normes de rejets des eaux usées, le code forestier: loi n° 98/03 du 08 janvier 1998



et le code de la chasse et de la protection de la faune: loi n° 86 – 04 du 24 janvier 1986.

On peut également mentionner les nombreuses conventions internationales signées et ratifiées par le Sénégal se rapportant à l'environnement, dont:

- La convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontiers de déchets dangereux et de leur élimination adoptée le 22 mars 1989.
- La convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants du 22 mai 2001.
- La convention sur la biodiversité biologique, du 5 juin 1992.
- La convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone du 22 mars 1995, etc.

SENSIBILISATION ET RESPONSABILISATION

La lettre de politique de l'environnement définit les grandes orientations de la politique nationale (urbaine et rurale) en matière environnementale. Sous l'autorité du ministre de l'environnement et de la protection de la nature, de la direction de l'environnement et des établissements classés, elle définit la politique du gouvernement en matière d'environnement, et plus particulièrement en matière de protection de la nature et des hommes contre les pollutions et les nuisances. Elle a donc pour mission:

- De mettre en œuvre les moyens propres à assurer la prévention et le contrôle des pollutions et nuisances.
- De suivre l'ensemble des actions des divers services et organismes intervenant dans le domaine de l'environnement.
- D'élaborer les textes législatifs et réglementaires concernant l'environnement.
- De favoriser l'efficacité énergétique pour une meilleure protection de l'environnement par une gestion rationnelle de ses ressources.

Parmi les stratégies sous-sectorielles en matière environnementale mises en œuvre par le ministère de l'environnement, figurent la lutte contre la désertification, les changements climatiques et la gestion des déchets dangereux.

Dans le cadre d'un forum de réflexion organisé en février 1996 par le gouvernement sur le nettoyage des villes et la stratégie de gestion durable et suite aux recommandations qui en ont découlé, l'État a mis en œuvre deux programmes:

- Le programme de nettoyage des villes secondaires.
- Le programme d'équipement des quartiers et villes du Sénégal.

Deux stratégies sont privilégiées:

- La participation financière des populations.
- L'utilisation d'une technologie à haute intensité de main d'œuvre.

A cet effet, des mesures ont été prises pour réaménager et renforcer l'appareil institutionnel ayant en charge la gestion de l'environnement et des ressources naturelles dans un cadre de cohérence qui réduit les risques de chevauchement ou de dispersion des actions menées en faveur de la promotion du développement durable.

La politique du gouvernement accorde la priorité à la mise en place d'un système d'informations sur l'environnement et d'une banque de données fiables.

Dans cette perspective, le ministère de l'environnement coordonne la politique environnementale, avec l'appui des partenaires au développement et de la Commission Nationale du Développement Durable (CNDD) instituée par l'arrêté primordial N° 5151 du 26 mai 1995. L'État a dans ce sens, introduit une expérience originale à travers le PFIE (Programme de Formation et d'Information sur l'Environnement), programme scolaire mis en œuvre au niveau du cycle primaire. Ce programme a permis de placer la gestion durable de l'environnement dans le curriculum de formation des élèves. Il a permis la formation de 153 209 élèves, de 6 521 enseignants formateurs et la conception et la mise à disposition de matériels didactiques sur les questions d'environnement et donc de développement durable.

Concernant les inondations, une Commission Nationale de Gestion Prévisionnelle des Inondations (COMAGPI) regroupant les ministères techniques et le secteur privé a été mise en place. Il existe un plan d'actions de gestion durable des inondations. Dans la perspective d'une bonne mise en œuvre de sa politique en matière de gestion des déchets, le Sénégal a également élaboré un plan national de gestion des déchets. Ce plan fait l'inventaire des différents types de déchets produits au Sénégal, identifie les modes de gestion en cours (collecte, transport, mise en décharge et recyclage) et propose des directives pour une gestion durable des déchets dangereux en particulier.



| Forces/Opportunités | Faiblesses | Menaces | Priorités |
|--|---|---|---|
| INFORMATION, COMMUNICATION ET TRANSPARENCE | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> Décentralisation Ajustement municipal Création de la cellule d'appui aux élus locaux (CAEL) Coopération décentralisée Dynamisme de la société civile Dialogue politique Existence des médias (privées, publiques) État de droit | <ul style="list-style-type: none"> Prise en charge des compétences transférées Implication des populations dans les prises de décision Mécanismes de coordination de l'intervention en milieu urbain Stratégie de formation | <ul style="list-style-type: none"> Niveau d'instruction des élus Niveau de formation du personnel municipal Les maires ne résident pas dans leur localité Continuité de l'administration municipale Absence d'une fonction publique locale | <ul style="list-style-type: none"> Exigence d'un minimum d'instruction pour l'élu Définition d'un statut pour l'élu Mise en place d'une fonction publique locale Formation des acteurs et élus locaux |

| | |
|--------------------|--|
| GOUVERNANCE N°1 | Projet proposé Généralisation du budget participatif |
|--------------------|--|

LOCALISATION: Les grandes communes du Sénégal.

DURÉE: 24 mois.

BÉNÉFICIAIRES: Communes; populations.

PARTENAIRES DANS LA MISE EN ŒUVRE: AMS; État; communes; ONG; bailleurs de fonds; coopération décentralisée.

COÛT ESTIMÉ: US\$ 200 000.

SITUATION: Les populations ne sont pas réellement impliquées dans la gestion des affaires locales. Pourtant elles ont la capacité de s'organiser elles-mêmes, en dehors de l'autorité locale et centrale. Il est temps que les autorités locales s'orientent vers une gestion locale plus participative, plus proche des besoins des populations et plus transparente.

OBJECTIFS: Promouvoir une gestion transparente des affaires publiques locales. Permettre aux populations de faire prendre en compte leurs priorités. Valoriser les capacités de gestion des populations.

PRINCIPAUX RÉSULTATS: Une gestion locale en complète adéquation avec les besoins et priorités des populations.

PRINCIPALES ACTIVITÉS: Organisation d'un forum communautaire pour une large diffusion de l'information. Désignation par les populations des représentants auprès de la municipalité. Organisation de réunions périodiques entre les autorités municipales et les représentants des populations.

| | |
|--------------------|---|
| GOUVERNANCE N°2 | Projet proposé Programme de formation des élus locaux |
|--------------------|---|

LOCALISATION: Municipalités du Sénégal.

BÉNÉFICIAIRES: Élus locaux.

PARTENAIRES DANS LA MISE EN ŒUVRE: AMS; État; bailleurs de fonds; coopération décentralisée; ONG.

COÛT ESTIMÉ: US\$ 350 000.

OBJECTIFS: Permettre aux élus de mettre en œuvre une bonne gestion des communes.

PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTENDUS: Les élus connaissent les textes de loi sur la décentralisation et en font une juste interprétation. La gestion des villes est améliorée.

SITUATION: Les textes de la décentralisation sont très souvent mal connus et non maîtrisés par les élus (maires et conseillers). Les conséquences en sont nombreuses: conflits de compétence, conflits liés aux limites des territoires entre collectivités locales de différents niveaux. Il est important de noter que malgré les informations organisées en direction des élus, ces problèmes subsistent. Il est urgent de mettre en place un système de formation efficace permettant aux élus de maîtriser ces textes de lois et d'en faire une bonne interprétation et un usage adéquat.

PRINCIPALES ACTIVITÉS DU PROJET: Organisation de session de formation pour le suivi/évaluation.

| | |
|-------------|---|
| GOUVERNANCE | Projet proposé |
| N° 3 | Mise en place de mécanismes de coordination plus adaptés que le Comité de Développement Départemental (CDD) |

LOCALISATION: Les grandes municipalités du Sénégal

DURÉE: 12 mois

BÉNÉFICIAIRES: Municipalités ; État

PARTENAIRES DANS LA MISE EN ŒUVRE: AMS; État; communes; ONG.

COÛT ESTIMÉ: US\$ 100 000

OBJECTIFS: Mettre en place un cadre de coordination mieux adapté, surtout pour les villes où il existe des communes d'arrondissement comme Dakar, Pikine, Guédiawaye et Rufisque.

PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTENDUS: Existence de cadres de coordination adéquats, à même de promouvoir une gestion efficace et concertée de la ville.

SITUATION: Dans le contexte de la décentralisation, les comités de développement départemental présidé par le préfet et rassemblant les chefs de services départementaux, ne sont pas un cadre adéquat d'échanges, de dialogue et de coordination. Il faudrait trouver d'autres cadres plus adéquats.

PRINCIPALES ACTIVITÉS:

- Sensibilisation des acteurs concernés.
- Documentation des expériences des CDD et faire ressortir les points forts et insuffisances.
- Organisation d'un atelier de restitution sur les résultats de l'étude et propositions de solutions.
- Organisation de réunions plus restreintes pour réfléchir sur les solutions à adopter.
- Mise en place progressive des mécanismes retenus.

| | |
|-------------|--|
| GOUVERNANCE | Projet proposé |
| N° 4 | Formation des professionnels municipaux et des acteurs locaux sur les outils de restructuration et d'aménagement des ZAC |

LOCALISATION: Villes du Sénégal.

DURÉE: 24 mois.

BÉNÉFICIAIRES: Professionnels municipaux; OCB; ONG.

PARTENAIRES DANS LA MISE EN ŒUVRE: AMS; MUAT; MPBHC (Ministère du patrimoine bâti, de l'habitat et de la construction); cellule ZAC (DUA); FDV; FORREF; bailleurs de fonds (GTZ/AFD); villes; populations; ONG; secteur privé.

COÛT ESTIMÉ: US\$ 250 000.

OBJECTIFS: Former 200 professionnels municipaux et autres acteurs locaux aux techniques de restructuration et d'aménagement de ZAC.

PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTENDUS:

- Une appropriation des outils de restructuration et d'aménagement de ZAC par les municipalités et les autres acteurs locaux.
- Un guide méthodologique pour la conduite des opérations de restructuration et pour la procédure ZAC est élaboré.
- Les acteurs formés maîtrisent les mécanismes de suivi de telles opérations.

SITUATION: La formation des professionnels municipaux et des acteurs locaux (populations regroupées en GIE, OCB, ONG, notamment) devrait leur offrir l'opportunité de saisir dans tous leur sens l'utilité des opérations de restructuration et ZAC. Cette formation leur permettrait également d'être totalement impliqués, de participer pleinement à la réalisation de ces opérations et de participer au suivi des résultats des opérations.

PRINCIPALES ACTIVITÉS:

- Organisation d'un atelier d'information et de sensibilisation.
- Conception des modules de formation.
- Organisation d'une session de formation.

| Forces/Opportunités | Faiblesses | Menaces | Priorités |
|---|---|--|---|
| STRATÉGIE POUR AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DANS LES BIDONVILLES | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> Création de la fondation droit à la ville (FDV); Mise en place du fonds de restructuration et de régularisation foncière (FORREF); Arrêt des expulsions; Création d'une direction de contrôle et de surveillance de l'occupation des sols; Lettre de politique de développement sectoriel de l'habitat; Existence du bureau d'assistance à l'habitat social (BAHSO); Salon de l'habitat; Comité national habitat; Mise en œuvre de ZAC; Mise en place du fonds pour les opérations d'aménagement concerté (BHS). | <ul style="list-style-type: none"> Plan directeur d'urbanisme (PDU) Équipements collectifs. Respects des normes de construction et d'aménagement Accès à l'appui conseil des architectes. Gestion et entretien des équipements collectifs. Création des zones d'activités. Utilisation des réserves et emprises d'équipements collectifs. Cohabitation d'usages contre nature dans le même espace. Politique de l'accès au logement social. Mécanismes de financement. Flou qui entoure la gestion foncière. | <ul style="list-style-type: none"> Faiblesse des revenus. Spéculation foncière. Coût élevé des matériaux de construction. Absence d'un code de la construction. Le code de l'urbanisme n'a pas été mis à jour. Rareté des réserves foncières. Non-adhésion ou ignorance des lois et règlements de la décentralisation. Faible capacité des élus locaux | <ul style="list-style-type: none"> Financement de l'habitat. Généralisation de la restructuration. Aménagement des extensions urbaines. Préciser les limites entre communes et communautés rurales. Réforme foncière. Organisation du marché de la location. Respecter les prérogatives dévolues aux collectivités locales. Adapter le code de l'urbanisme au contexte actuel de la décentralisation et prendre les décrets d'application subséquents. Favoriser le partenariat public et privé. |

| | |
|----------------------|--|
| bidon-villes N° 1 | Projet proposé Élaboration d'une stratégie nationale de restructuration et de régularisation |
|----------------------|--|

LOCALISATION: Tous les quartiers spontanés irréguliers des grandes villes du Sénégal.

DURÉE: 12 mois.

BÉNÉFICIAIRES: État; villes; populations vivant dans les quartiers précaires.

PARTENAIRES DANS LA MISE EN ŒUVRE: AMS MUAT; MPBHC (Ministère du Patrimoine Bâti, de l'Habitat et de la Construction); MEF; Municipalités concernées; FORREF; FDV; Bailleurs de fonds (GTZ/AFD); ONG.

COÛT ESTIMÉ: \$US 250 000.

SITUATION: Les grandes villes sénégalaises sont confrontées à la prolifération de quartiers spontanés irréguliers. Des opérations de restructuration et de régularisation foncière sont entreprises depuis 20 ans par l'État, appuyé par les bailleurs, pour arrêter les expulsions et permettre aux populations déjà sur place de disposer d'un meilleur cadre de vie. Le Sénégal a d'ailleurs élaboré une politique nationale de restructuration. Seulement, cette politique de l'État se limite pour l'instant à quelques quartiers de Dakar, de Pikine, de Saint Louis, Richard Toll et Bignona.

Mais la mise en œuvre des opérations de restructuration connaît un certain nombre de limites (refus de certains chefs de ménages d'adhérer aux GIE (Groupement d'Intérêt Economique), de participer à l'épargne et de dégager les emprises de voies), d'où la nécessité pour l'État de réfléchir sur une stratégie nationale en la matière, qui fera en sorte de contourner ces limites.

OBJECTIFS:

- Identifier les failles des opérations de restructuration et de régularisation menées jusqu'ici.
- Rendre les opérations de restructuration et de régularisation plus performantes.
- Généraliser de telles opérations à l'échelle des grandes villes du pays.

PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTENDUS: Mise à disposition, pour tous les intervenants, d'un document (cadre) d'orientation pour la conduite des opérations de restructuration et de régulation dans les villes du Sénégal.

PRINCIPALES ACTIVITÉS:

- Documentation des opérations majeures de restructuration conduites au Sénégal.
- Organisation d'un atelier de planification avec tous les acteurs intervenant dans les opérations (État, FDV, populations, ONG, bailleurs de fonds) et les sociétés concessionnaires.
- Elaboration de la stratégie nationale lors d'un atelier en partant des constats faits lors des études et de l'atelier.
- Production d'un guide méthodologique sur l'organisation, la conduite et l'évaluation des opérations de restructuration nationale.

| | |
|----------------------|--|
| bidon-villes N° 2 | Projet proposé Extension du programme national d'aménagement de la ZAC |
|----------------------|--|

LOCALISATION: Toutes les grandes villes du Sénégal.

DURÉE: 36 mois.

BÉNÉFICIAIRES: État; Municipalités concernées; Populations; Sociétés concessionnaires (SDE, SENELEC).

PARTENAIRES DANS LA MISE EN ŒUVRE: AMS; MUAT; cellule ZAC (DUA); villes; AGETIP; bailleurs de fonds; populations (coopératives); ONG; opérateurs privés (Scat-Urbam, SIPRES, etc.).

COÛT ESTIMÉ: \$US 40 000 000.

SITUATION: Pour prévenir les problèmes des occupations spontanées irrégulières, l'État a opté depuis 1988 pour l'aménagement anticipé des extensions urbaines, à travers la procédure ZAC. Malgré tout, les occupations spontanées n'ont pas cessé et la spéculation foncière constitue une contrainte majeure à l'un des objectifs principaux visés par l'État à travers cette procédure: permettre au plus grand nombre d'accéder au logement. Un des principaux problèmes de la ZAC réside dans l'absence d'information qui fait que les populations ne savent toujours pas comment accéder à une parcelle dans une ZAC.

OBJECTIFS: Produire 10 000 parcelles entièrement viabilisées entre 2005 et 2007 et rendre la ZAC plus opérationnelle et plus accessible aux populations.

PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTENDUS:

- La ZAC est plus opérationnelle et répond mieux aux attentes des populations ciblées.
- Les intermédiaires sont réduits au minimum, ainsi la spéculation foncière est diminuée.
- Mise à disposition d'un programme national ZAC.

PRINCIPALES ACTIVITÉS:

- Études techniques et financières.
- Schémas d'aménagement des ZAC.
- Réalisation des terrassements et VRD.
- Documentation des opérations ZAC conduites au Sénégal depuis le début de la mise en œuvre de la procédure.

COMMENT LE PROJET SERA MIS EN ŒUVRE: La ville (DAU) et le ministère de l'urbanisme coordonneront la mise en œuvre.

| BIDON-VILLES N°3 | Projet proposé |
|---------------------|--|
| | Élaboration de documents de planification stratégique des communes (capitales régionales) |

LOCALISATION: Communes ciblées.

DURÉE: 18 mois.

BÉNÉFICIAIRES: État; Partenaires au développement; ONG; OCB-populations.

PARTENAIRES DANS LA MISE EN ŒUVRE: AMS; État; Communes ciblées; ONG; Populations.

COÛT ESTIMÉ: US\$ 800 000.

SITUATION: Les villes sénégalaises se caractérisent par la quasi-inexistence d'espaces de concertation entre les acteurs. Il en résulte une multitude d'actions isolées, non coordonnées et par conséquent, souvent inefficaces. Par ailleurs, les plans directeurs qui sont encore de mise, ne prennent pas entièrement compte des aspirations des populations et autres acteurs des villes et sont encore trop techniques. Il est urgent de repenser le développement de nos villes et de réfléchir sur une vision du développement partagée par tous, d'où la nécessité de s'atteler à l'élaboration de plans stratégiques concertés de développement local.

OBJECTIFS:

- Avoir une vision du développement partagée pour la ville.
- Élaborer un plan d'action destiné à améliorer la gouvernance et la gestion urbaine.
- Promouvoir la croissance économique et lutter contre la pauvreté urbaine.
- Mettre en place un cadre de concertation de tous les acteurs de la ville.

PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTENDUS:

- Mise à disposition d'un document de planification stratégique pour toutes les villes du pays.
- Mise à disposition d'un plan d'actions municipales participatif et concerté.
- Mise en place d'un cadre de concertation de tous les acteurs dans chaque ville.

PRINCIPALES ACTIVITÉS DU PROJET:

- Identification de tous les acteurs de chaque ville organisation d'un atelier national de sensibilisation et de mise à niveau permettant une compréhension commune entre tous les acteurs.
- Organisations d'ateliers à l'échelle des villes.
- Identification et sélection dans chaque ville des initiatives stratégiques prioritaires.
- Conception d'une stratégie pour chaque ville consistant à l'identification des politiques, programmes, pratiques et autres actions permettant de mettre en œuvre les initiatives stratégiques prioritaires.
- Préparation du plan d'action et mise en œuvre de la stratégie et dudit plan d'action.

| BIDON-VILLES N°4 | Projet proposé |
|---------------------|---|
| | Programme d'information et de communication (norme de construction, lois, procédure) |

LOCALISATION: Communes.

DURÉE: 12 mois.

BÉNÉFICIAIRES: Communes; secteur privé; ONG; populations.

PARTENAIRES DANS LA MISE EN ŒUVRE: AMS; État; communes; bailleurs de fonds; ONG.

COÛT ESTIMÉ: US\$ 150 000.

SITUATION: Le secteur de la construction connaît beaucoup de problèmes résultant très souvent de l'ignorance et/ou de la mauvaise interprétation des textes régissant le secteur, mais aussi des textes de la décentralisation au Sénégal. Les populations ignorent souvent aussi la procédure à suivre pour accéder au logement. Un programme d'information et de communication sur les normes de construction, les lois et procédures, permettrait de remédier à ce problème et offrirait l'opportunité aux municipalités de mieux gérer le secteur de l'urbanisme et de l'habitat.

OBJECTIFS:

- Permettre aux acteurs (populations et municipalités principalement) de connaître l'environnement juridique de la construction.
- Réduire sensiblement les risques liés au non-respect des normes en matière de construction.
- Vulgariser les lois.

PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTENDUS:

- Des populations et des municipalités informées des normes en matière de construction.
- Un accès plus facile au logement par les populations.
- Une meilleure gestion du secteur de l'habitat et de l'urbanisme par les municipalités.

PRINCIPALES ACTIVITÉS DU PROJET:

- Atelier national d'information réunissant tous les acteurs concernés par le secteur de l'urbanisme et de l'habitat.
- Identification et analyse des lois régissant le secteur de l'habitat et de la construction.
- Ateliers locaux d'information sur les différents textes de loi et procédures.

PROGRAMME ZAC SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE NATIONAL D'ICI 2015

| Localisation | Superficie en hectare | Nombre d'unités de logements | Population | Coûts en milliards F CFA |
|----------------------|-----------------------|------------------------------|------------|--------------------------|
| Diamniadio (Dakar) | 2500 | 50 000 | 60 000 | 24,872 |
| Nord Nguinth (Thies) | 800 | 9000 | 90 000 | 8,290 |
| Bouna (Kolda) | 100 | 3000 | 30 000 | 2,400 |
| Mboro | 100 | 3000 | 30 000 | 1,700 |
| Tivaouane | 100 | 3000 | 30.000 | 1700 |
| Ziguinchor | 100 | 3000 | 30.000 | 2,5 |
| Ourossogui | 100 | 3000 | 30.000 | 2,5 |
| Mbour | 100 | 3000 | 30.000 | 1,7 |
| Joal | 100 | 3000 | 30.000 | 1,7 |
| Fatick | 100 | 3000 | 30.000 | 1,8 |
| Diaoubé (Kolda) | 100 | 3000 | 30.000 | 2,4 |
| Louga | 100 | 3000 | 30.000 | 2,4 |
| Richard Toll | 100 | 3000 | 30.000 | 2,4 |
| TOTAL | 4400 | 92500 | 485 000 | 58,362 |

Source : Cellule ZAC/DUA/MUAT. 2004



| Forces/Opportunités | Faiblesses | Menaces | Priorités |
|--|---|--|---|
| POLITIQUE POUR UNE MEILLEURE ÉQUITÉ ENTRE LES SEXES | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> Constitutionnalisation de l'accès à la propriété foncière (article 15 de la constitution). Ratification des traités et conventions relatifs à la protection de la femme. Adoption du plan d'action pour la femme (PANAF). Volonté politique exprimée Possibilité de prise en charge des membres de la famille par la femme. Fonds de promotion de la femme. Gratuité d'accès aux soins maternels. L'initiative de la scolarisation des Filles (SCOFI). Création de réseaux dynamiques des femmes (Siggil Jiggen, RASEF, COSEF, etc). Mise en place de structures de formation. Création du ministère de l'entrepreneuriat féminin. Appui des collectivités locales aux femmes. Engagement et mobilisation de l'UAEL pour le renforcement de la participation des femmes à la vie politique locale. | <ul style="list-style-type: none"> Représentation des femmes dans les instances de décision. Scolarisation des filles. Accès aux ressources (foncière, financières, etc.). Application des textes juridiques protégeant la femme. Accès à certaines fonctions. Traitement fiscal. | <ul style="list-style-type: none"> Pesanteurs socioculturelles. Féminisation de la pauvreté. Analphabétisme et faible scolarisation. Lourdeur et lenteur des procédures pour accéder aux ressources. | <ul style="list-style-type: none"> Renforcement de capacité et formation dans les filières techniques et scientifiques. Mise en œuvre effective du Plan d'Action Nationale de la Femme (PANAF). Mise en cohérence des textes de lois avec les réalités socioculturelles. Concrétisation des engagements politiques par des actes et des textes. Faciliter l'accès aux ressources (foncières et financières). |

| | |
|-------------------------------|---|
| ÉQUITÉ ENTRE LES SEXES N°1 | Projet proposé |
| | Mise en place de mutuelles de crédits aux taux de remboursement préférentiels pour les femmes |

DURÉE: 30 mois.

BÉNÉFICIAIRES: Groupements de femmes.

PARTENAIRES DANS LA MISE EN ŒUVRE: AMS; communes; État ; bailleurs; secteur privé; ONG.

COÛT ESTIMÉ: \$ US 100.000.

SITUATION: Le faible pouvoir économique des femmes ne joue pas en faveur de leur émancipation économique et même sociale. Leur accès au crédit est rendu difficile du fait qu'elles ne disposent pas de garanties.

OBJECTIFS: Promouvoir l'autonomie des femmes et sortir un grand nombre de femmes de la pauvreté.

PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTENDUS: Dans les quartiers les plus défavorisés des grandes villes, des mutuelles de crédit sont créées à l'intention des femmes, à des taux de remboursement n'excédant pas 3%.

PRINCIPALES ACTIVITÉS:

- Identification des quartiers les plus défavorisés des grandes villes du Sénégal.
- Forum d'information et de sensibilisation dans chaque quartier.
- Organisation des femmes en groupement.
- Création d'une mutuelle dans chaque quartier et mise en place d'un système de cotisation des membres.
- Suivi/évaluation.

| ÉQUITÉ ENTRE LES SEXES N° 2 | Projet proposé |
|--------------------------------------|--|
| | Revue et application des textes de lois |

DURÉE: 12 mois.

BÉNÉFICIAIRES: Femmes.

PARTENAIRES DANS LA MISE EN ŒUVRE: AMS; État; communes; bailleurs de fonds; ONG.

COÛT ESTIMÉ: \$ US 75 000.

SITUATION: La constitution sénégalaise parle d'égalité entre les hommes et les femmes. Pourtant, dans les faits, il existe une discrimination de fait au détriment des femmes. Par exemple, à niveau de qualification égale, les femmes sont moins rémunérées que les hommes et elles rencontrent encore beaucoup de difficultés pour accéder à des postes de décision. Par ailleurs, elles sont souvent maltraitées (violences faites aux femmes, notamment conjugales, travaux pénibles, etc.).

OBJECTIFS: Rendre à la femme tous ses droits dans la société.

PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTENDUS:

- Amélioration de la condition féminine.
- Une meilleure intégration des femmes dans le tissu économique et social.

PRINCIPALES ACTIVITÉS DU PROJET:

- Recensement et analyser de tous les textes de lois susceptibles de traiter de la problématique genre.
- Mener des enquêtes sur les interprétations et l'application qu'en font les autorités et employeurs.
- Proposer des mécanismes de révision des textes inadéquats.
- Proposer des mécanismes de changements dans l'application des textes dont l'application n'est pas conforme.



| ÉQUITÉ ENTRE LES SEXES N° 3 | Projet proposé |
|--------------------------------------|---|
| | Renforcement de la participation des femmes dans les instances de décision |

DURÉE: 24 mois.

BÉNÉFICIAIRES: Associations de femmes.

PARTENAIRES DANS LA MISE EN ŒUVRE: AMS; État; Bailleurs de fonds; ONG; associations de femmes.

COÛT ESTIMÉ: \$US 200 000.

SITUATION: Malgré tous les efforts consentis pour la promotion de la femme, il reste encore beaucoup à faire et les femmes sont faiblement représentées dans les instances de décision.

OBJECTIFS: Permettre aux femmes de participer à la gestion des communes, à l'échelle de décision la plus élevée, de façon à pouvoir améliorer la situation des femmes.

PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTENDUS: Les femmes sont mieux représentées dans les instances de décision et occupent au moins 40% des postes dans les instances de décision.

PRINCIPALES ACTIVITÉS:

- Recensement et analyser de tous les textes de lois susceptibles de traiter de la problématique genre.
- Sensibilisation des acteurs impliqués dans la prise de décision
- Mener des enquêtes sur les interprétations et l'application qu'en font les autorités et employeurs.
- Proposer des mécanismes de révision des textes inadéquats.
- Proposer des mécanismes de changements dans l'application des textes dont l'application n'est pas conforme.

| Forces/Opportunités | Faiblesses | Menaces | Priorités |
|--|--|---|--|
| ÉDUCATION ENVIRONNEMENTALE ET SENSIBILISATION | | | |
| <ul style="list-style-type: none"> Code de l'environnement et les textes réglementaires. Ratification des traités et conventions internationaux. Mécanisme de planification environnementale. Initiative d'embellissement et d'assainissement. Exécution de programmes (PAMU, PELT, ENERBAT, bois d'école, PASDUNE, Agenda 21, etc.). Partenariat public/privé (exemple : APRODAK/AMA). Engagement et mobilisation de l'UAEL pour l'élaboration et la mise en œuvre d'un programme d'appui conseil aux collectivités locales pour l'amélioration du cadre de vie. | <ul style="list-style-type: none"> Difficultés d'application du code de l'environnement et des textes. Gestion des déchets (solides, liquides, biomédicaux, dangereux). Taux de raccordement à l'égout; Application des plans d'urbanisme. Coordination des actions des acteurs concernés. Information, éducation et communication (IEC) en matière d'environnement. | <ul style="list-style-type: none"> Comportement des populations. Manque de moyens (techniques, humains, financiers) surtout des collectivités locales. Manque de coordination entre les structures évoluant dans le cadre de l'environnement. Non-application ou ignorance des lois et règlements de la décentralisation. | <ul style="list-style-type: none"> Vulgarisation du code et d'autres textes. Application rigoureuse des textes et amélioration des vides juridiques. Mise en place d'une police de l'environnement. Mise en place d'un cadre de coordination et d'échanges des acteurs. Amélioration de la gestion des déchets. Amélioration de l'accès à l'eau potable. |

| | |
|---------------|--|
| ENVIRONNEMENT | Projet proposé |
| N°1 | Vulgarisation du code de l'environnement et des autres textes |

DURÉE: 24 mois.

BÉNÉFICIAIRES: Communes; populations.

PARTENAIRES DANS LA MISE EN ŒUVRE: AMS; État; communes; ONG; bailleurs de fonds.

COÛT ESTIMÉ: \$US 300 000.

SITUATION: Un certain nombre de problèmes environnementaux que connaissent actuellement les grandes villes du pays sont en partie dus à une méconnaissance des textes régissant entièrement en partie le domaine de l'environnement. Une vulgarisation de ces textes devrait permettre aux acteurs d'être mieux informés sur les attitudes à adopter face à l'environnement et sur les risques encourus en transgressant la loi.

OBJECTIF: Permettre une connaissance par tous les acteurs de ces textes de loi.

PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTENDUS: Des acteurs bien informés sur les textes régissant l'environnement. Un environnement préservé.

PRINCIPALES ACTIVITÉS:

- Identification des textes traitant de la question environnementale.
- Organisation d'un atelier de sensibilisation sur la question environnementale et d'information sur les textes de lois existants dans chaque ville.
- Élaboration de brochures explicatives sur ces textes de loi, les multiplier et les distribuer auprès des communes, des OCB (groupements de femmes, de jeunes, etc.), dans les écoles, etc.

| | |
|---------------------------|--|
| ENVIRON- NEMENT N°2 | Projet proposé |
| | Mise en place d'un cadre de concertation et d'échanges fonctionnel pour la prise en charge des problèmes environnementaux (érosion côtière, gestion des déchets, assainissement, etc.) |

DURÉE: 24 mois.

BÉNÉFICIAIRES: Villes sénégalaises le plus touchées par les problèmes environnementaux.

PARTENAIRES DANS LA MISE EN ŒUVRE: AMS; État; communes; ONG; bailleurs de fonds; secteur privé.

COÛT ESTIMÉ: \$US 250 000.

SITUATION: Les grandes villes sénégalaises sont confrontées à de nombreux problèmes environnementaux et les interventions des acteurs sont éparpillées, isolées et mal coordonnées. La mise en place d'un cadre organisé et fonctionnel pourrait contribuer à régler un certain nombre de ces problèmes.

OBJECTIFS: Réduire les problèmes environnementaux des villes où ils se posent avec le plus d'acuité.

PRINCIPAUX RÉSULTATS DU PROJET: Existence d'un cadre de concertation regroupant tous les acteurs dans chaque ville connaissant de graves problèmes environnementaux.

PRINCIPALES ACTIVITÉS DU PROJET:

- Identification des villes les plus exposées aux risques et problèmes environnementaux.
- Identification de tous les acteurs responsables des problèmes environnementaux, concernés par la gestion environnementale et/ ou subissant les effets de ces problèmes.
- Création d'un cadre de communication, d'échanges, de concertation et d'action entre tous ces acteurs.



| | |
|---------------------------|--|
| ENVIRON- NEMENT N°3 | Projet proposé |
| | Amélioration du cadre de vie dans certains quartiers (rénovation, restructuration, restauration, etc.) |

LOCALISATION: Vieux quartiers (Gueule tapée; Médina; Rebeuss; Grand Yoff)

DURÉE: 48 mois.

BÉNÉFICIAIRES: Habitants de ces quartiers.

PARTENAIRES DANS LA MISE EN ŒUVRE: AMS; MUAT; MPBHC (Ministère du Patrimoine Bâti, de l'Habitat et de la Construction); MEF; Ville de Dakar; communes d'arrondissement concernées; FORREF; FDV; bailleurs de fonds (GTZ/AFD); ONG.

COÛT ESTIMÉ: \$US 500 000.

SITUATION: Ces vieux quartiers connaissent un état de dégradation avancé : vieux bâtiments, insalubrité (eaux usées stagnantes dans les rues, etc.), insécurité, violence, étroitesse et ensablement des rues (pour le cas de Grand Yoff), etc. Des opérations de rénovation et de restauration pour certains (Médina, Gueule Tapée, Rebeuss), de restructuration (Grand Yoff) devraient permettre d'améliorer le cadre de vie des populations, d'autant plus que la plupart de ces quartiers sont proches du centre-ville.

OBJECTIFS: Améliorer le cadre de vie des populations de ces quartiers.

PRINCIPAUX RÉSULTATS ATTENDUS: Des quartiers où l'environnement est favorable à l'épanouissement des populations qui y vivent.

PRINCIPALES ACTIVITÉS:

- Études techniques et financières.
- Plans de rénovation, restauration et restructuration des zones ciblées.
- Sensibilisation, organisation et collecte de l'épargne des populations.
- Rénovation, restauration ou restructuration des quartiers ciblés.
- Identification de tous les acteurs responsables des problèmes environnementaux, concernés par la gestion environnementale et/ ou subissant les effets de ces problèmes.
- Création d'un cadre de communication, d'échanges, de concertation et d'action entre tous ces acteurs.

BIBLIOGRAPHIE

- ADJAMAGBO A, ANTOINE P, DIAL F B, in Gouverner le Sénégal. Sous la direction de Momar-Coumba DIOP, éditions Karthala, 2004.
- Codou Bop : Féminisation de la pauvreté au Sénégal et évolution des rapports sociaux de sexe dans les familles: le cas de la banlieue ouvrière de Dakar. Labris, Études Féministes, N°2 janvier-juillet 2003, 2003.
- CRDI. Cités horticoles en sursis, l'agriculture urbaine dans les grandes villes au Sénégal, 2001.
- DIOUF Mamadou: Politique de décentralisation au Sénégal: finances locales, budget participatif et contrôle des collectivités locales, 2000.
- FADJRI Wal, 18 novembre 2004 et Le Soleil, 18 novembre.
- IAGU, Waste net. Atelier de lancement du réseau sénégalais des professionnels de la gestion des déchets solides, juillet 2002
- IAGU, PGU/BRA, CNUEH/HABITAT, Ville de Rufisque. Profil environnemental de la ville de Rufisque, 1999.
- IAGU, ONU-HABITAT, MUAT. Profil environnemental de la ville de Saint Louis, 2004.
- IAGU, ONU-HABITAT, décembre 2004. Profil du secteur urbain de Kaolack.
- IAGU, PGU/BRA, SCP, CNUEH (Habitat), Ville de Louga. Profil environnemental de Louga. 1999.
- IAGU, CNUEH, 2002. Profil environnemental de Louga, réactualisé en janvier 2002.
- IAGU, ONU-HABITAT, MUAT. Profil environnemental de Matam, 2004.
- IAGU, ONU-HABITAT, Ville de Tivaouane. Profil environnemental de Tivaouane, 2004.
- IAGU. Restructuration de l'habitat spontané dans les quartiers urbains pauvres: exemples des outils institutionnels expérimentés au Sénégal, 2002
- LY El Housseynou. La Politique de l'habitat. Permanences et ruptures. In Gouverner le Sénégal. Entre ajustement structurel et développement durable. Sous la direction de Momar Coumba DIOP Editions Karthala, 2004.
- MHC, Onu-Habitat. Étude sur la sécurité de l'occupation foncière et immobilière et la bonne gouvernance. Rapport final et plan d'action, mai 2004.
- MUAT, ISOCARP, 2003. les nouveaux quartiers et les dispositifs de l'aménagement urbain: le cas du Sénégal, Séminaire atelier à Dakar du 26 mai 2003.
- MUAT/DUA, PADDUS: Zone d'aménagement concerté de Mbao-Gare, Synthèse des études, 1992 .
- PDM, Observatoire de la Décentralisation: État de la décentralisation en Afrique. karthala-PDM, 2003.
- PNUD, 2004. Rapport National sur le Développement Humain au Sénégal /2003. Le développement local au Sénégal: Problèmes et perspectives. « Agir au niveau local pour promouvoir le développement humain ». Rapport provisoire.
- PNUD, 2001. Rapport national sur le développement humain au Sénégal. Gouvernance et développement humain.
- République du Sénégal, avril 2002. Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP).
- République du Sénégal, Sommet de Johannesburg 2002. Profil Développement Durable du Sénégal.
- Sénégal-Communauté Européenne, mai 2003. Document de stratégie de coopération et programme indicatif pour la période 2002-2007.
- PNUD, 2000 : Les Sénégalaises en chiffres. Analyse des données sociodémographiques, économiques et politiques relatives aux femmes Quotidien Le Soleil du 17 Novembre 2004.
- Quotidien Walfadjri des 19-20 juillet 2003.
- République du Sénégal, octobre 2004: Objectifs du Millénaire pour le Développement: Plan d'action pour l'environnement et le cadre de vie (document provisoire).
- République du Sénégal, 2002. Forum sur la gouvernance en Afrique. Gouvernance locale et réduction de la pauvreté: cas du Sénégal.
- République du Sénégal, mai 2003. Suivi des OMD au Sénégal.
- SOW SIDIBE Amasatou. Femmes sénégalaises et statistiques République du Sénégal, octobre 2004: Objectifs du Millénaire pour le Développement : Plan d'action pour l'environnement et le cadre de vie (document provisoire)IAGU, 2002. Restructuration de l'habitat spontané dans les quartiers urbains pauvres: exemples des outils institutionnels expérimentés au Sénégal, 2000.
- TOURÉ Maréma & NIANG Aminata: Genre et pauvreté au Sénégal in Pauvreté et hégémonismes: les sociétés civiles africaines face aux ajustements de type nouveau, publié par Aide Transparence et Oxfam America (Afrique de l'Ouest), 2002.

ACRONYMES

| | | | |
|---------|--|--------|---|
| ADM | Agence de Développement Municipal | MEF | Ministère de l'Économie et des Finances |
| AFD | Agence Française de Développement | MEPN | Ministère de l'Environnement et de la Protection de la Nature |
| AFVP | Association Française des Volontaires du Progrès | MFDSSN | Ministère de la Famille, du Développement Social et de la Solidarité Nationale |
| APD | Aide Publique au Développement | MFEF | Ministère de la Femme, de l'Enfant et de la Famille |
| ARD | Agence Régionale de Développement | MFPE | Ministre de la Famille et de la Petite Enfance |
| BAD | Banque Africaine de Développement | MFSN | Ministère de la Famille et de la Solidarité Nationale |
| BADIS | Base de Données des Indicateurs Sociaux | MHC | Ministère de l'Habitat et de la Construction |
| BAHSO | Bureau d'Appui à l'Habitat Social | MICS | Multiple Indicators Cluster Survey (Enquête par Grappe à Indicateurs Multiples) |
| BCEAO | Banque Centrale des États d'Afrique de l'Ouest | MMEH | Ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Hydraulique |
| BICIS | Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal | MUAT | Ministère de l'Urbanisme et de l'Aménagement du Territoire |
| BIT | Bureau International du Travail | NEPAD | Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique |
| BHS | Banque de l'Habitat du Sénégal | OCB | Organisation Communautaire de Base |
| CDD | Comité Départemental de Développement | OMD | Objectifs du Millénaire pour le Développement |
| CENAF | Centre National d'Assistance et de Formation pour la Femme | ONAS | Office National de l'Assainissement du Sénégal |
| CNCAS | Caisse Nationale de Crédit Agricole du Sénégal | ONG | Organisation Non Gouvernementale |
| CNDCL | Conseil National de Développement des Collectivités Locales | PADELU | Programme d'Appui au Développement Local Urbain |
| CNDD | Commission Nationale du Développement Durable | PADDUS | Projet d'Appui à la Décentralisation et au Développement Urbain du Sénégal |
| COCC | Code des Obligations Civiles et Commerciales | PANAF | Plan d'Action National de la Femme |
| COMAGPI | Commission Nationale de Gestion Prévisionnelle des Inondations | PAR | Programme d'Appui aux Régions |
| CONGAD | Conseil des ONG d'Appui au Développement | PASS | Programme d'Appui au Secteur de la Santé |
| COSEF | Conseil Sénégalais des Femmes | PDEF | Programme Décennal de l'Éducation et de la Formation |
| CRFP | Centre Régional de Formation Professionnelle | PDES | Plan de Développement Économique et Social |
| CRHUA | Centre de Recherche pour l'Habitat, l'Urbanisme et l'Architecture | PDIS | Programme de Développement Intégré de la Santé |
| DEEC | Direction de l'Environnement et des Établissements Classés | PDM | Programme de Développement Municipal |
| DSRP | Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté | PDU | Plan Directeur d'Urbanisme |
| EDS | Enquête Démographique et Santé | PFIE | Programme de Formation et d'Information sur l'Environnement |
| EPPS | Enquête auprès des ménages sur la Perception de la Pauvreté au Sénégal | PIB | Produit Intérieur Brut |
| ESAM | Enquête Sénégalaise Auprès des Ménages | PIRSP | Programme Intégré de Réforme du Secteur Public |
| ESIS | Enquête Sénégalaise sur les Indicateurs de Santé | PLT | Projet Eau à Long Terme |
| ESP | Enquête sur les Priorités | PMA | Pays les Moins Avancés PNB |
| FAFS | Fédération des Associations Féminines du Sénégal | PNB | Produit National Brut |
| FECL | Fonds d'Équipement des Collectivités Locales | PNDS | Plan National de Développement Sanitaire et Social |
| GPF | Groupement de Promotion Féminine | PPTE | Pays Pauvres Très Endettés |
| IAGU | Institut Africain de Gestion Urbaine | QUID | Questionnaire Unifié des Indicateurs de Développement |
| IDH | Indice de Développement Humain | SDE | Sénégalaise Des Eaux |
| IMF | Impôt du Minimum Fiscal | SICAP | Société Immobilière du Cap-Vert |
| | | SNHLM | Société Nationale des Habitations à Loyer Modéré |
| | | TBS | Taux Brut de Scolarisation |

LISTE DES PERSONNES QUI ONT CONTRIBUÉ À LA PRÉPARATION DU PROFIL DU SÉNÉGAL

Néné Ly SOUMARE. Direction de l'Habitat. Adjoint au Directeur.

Alexis CAMPAL. Ministère de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. Conseiller Technique N°1 du ministre.

Mamadou Lamine DIOUF. Fondation Droit à la Ville (FDV). Administrateur Général.

Mor THIOUNE. SICAP.

Oumar SECK. FDV. Ingénieur des Travaux publics
Atoumane FAYE. MFDSSN/PAREP. Expert chargé du système d'information sur la pauvreté.

Aboubacry Demba. LOM. Direction de la Planification Nationale et de la Coordination avec la Planification Régionale (DPNCPR). Directeur de la Planification.

Ndiémé PAYE. DPNCPR. Juriste, Chargée du secteur de l'habitat, des questions juridiques et des questions de gouvernance.

Ibrahima BA. Ministère de la Famille (MFDSSN) Programme d'Appui à la Réduction de la Pauvreté (PAREP). Expert national principal.

Elimane BA. Direction de l'Environnement et des Établissements Classés (DEEC). Chef de Division Pollutions et Nuisances.

Aïcha DIAGNE. DEEC.

Maïmounatou DIOP. Union Européenne Chargée de Programme.

Mor Thioune. Sicap Sa. Directeur du Contrôle de Gestion, de l'audit et de la qualité.

Khalifa GUEYE. Direction des Collectivités Locales. Directeur.

CONTACTS:

Alioune Badiane, Directeur du Bureau Régional pour l'Afrique et les Pays Arabes (BRAPA),

E-mail: alioune.badiane@unhabitat.org

Alain Grimard, Coordinateur du programme, E-mail: alain.grimard@unhabitat.org

Joseph Guiebo, Conseiller Principal chargé de l'Afrique francophone. Email: joseph.guiebo@unhabitat.org

ÉQUIPE AU SÉNÉGAL:

Mme Ndèye Fatou D. Guèye et Dr Oumar Cissé avec l'appui de El Housseynou Ly et de Moussa Sy